



L'hebdomadaire du Nouveau Parti Anticapitaliste

# TOUT! est à nous

**Dossier**

Élus locaux du NPA

**Petits mais  
costauds!**

Pages 6 et 7

n°202 - 4 juillet 2013 - 1,20€

www.npa2009.org

## CE N'ÉTAIT QU'UN DÉBUT...

### ÉGYPTE, RÉVOLUTION ACTE II



## UN ESPOIR POUR LES PEUPLES

*Ce dimanche 30 juin, il y aurait eu entre 14 et 33 millions de manifestants pour exiger la chute de Morsi. Bien plus que lors des 18 jours cumulés de la révolution de janvier 2011. Probablement la plus grande manifestation de l'histoire de l'humanité !*

**S**es principaux organisateurs ont donné un ultimatum à Morsi le mardi 2 juillet à 17h pour « déguerpir », faute de quoi ils appelleraient à une grève générale illimitée et un mouvement de désobéissance civile jusqu'à ce qu'il tombe. La veille, l'armée lançait à son tour un ultimatum de 48h à Morsi pour satisfaire les demandes du peuple, sinon elle prendrait le pouvoir. Aussi nombreux

que la veille, le peuple a à nouveau envahi les rues pour dire sa joie et fêter « l'appui » de l'armée. De son côté, Morsi, dénonçant la menace de coup d'État de l'armée, a répondu qu'il ne partirait pas, ayant la légitimité électorale. Les Frères Musulmans et la majeure partie de leurs alliés islamistes ont appelé les Égyptiens à défendre dans la rue le pouvoir élu.

SUITE PAGE 2



## Agenda



SUITE DE LA PAGE 1

### Manifestations de fête

Les manifestations du 30 juin et du 1<sup>er</sup> juillet ont surtout été marquées par leur aspect festif. Il y a eu très peu de violences. Une vingtaine de morts et des centaines de blessés, ce n'est pas rien, mais c'est peu par rapport au nombre de gens dans la rue. Et surtout ces violences ont été du seul fait de contre-manifestants islamistes.

Les gens, venus par familles entières à leur première manifestation, étaient tout simplement heureux de se voir si nombreux, chantaient, dansaient, riaient, lançaient des feux d'artifice, voyant dans leur nombre, puis l'ultimatum de l'armée, la fin du régime de Morsi. Le slogan principal, crié par ces millions à l'attention de Morsi, était direct : «*Dégage!*» Mais aussi «*Nous voulons des femmes à tous les postes du gouvernement*», «*Musulmans et chrétiens ensemble sont la révolution*»...

### Manifestations de colère

Colère sociale d'abord : le dimanche étant travaillé en Égypte, les usines, bureaux et magasins étaient fermés. Pas plus de 10% de présence dans la plus grande usine d'Égypte à Mahalla. Les manifestants étaient d'abord là parce qu'ils n'en peuvent plus du chômage, du manque d'argent, des coupures d'eau et d'électricité, de la pénurie d'essence... Les manifestations ont cristallisé les milliers de protestations à caractère économique et social qui, depuis le début de l'année, ont atteint un record mondial.

Politique ensuite : beaucoup dénonçaient

le soutien d'Obama aux Frères Musulmans : «*Réveille-toi Amérique, Obama soutient un régime fasciste en Égypte.*» Ce qui vaut pour tous les régimes occidentaux...

C'était également un avertissement lancé aux dictatures islamistes arabes et simplement à toutes les dictatures. «*Qu'ils regardent et qu'ils tremblent*» criaient les manifestants.

### Manifestations de défiance

Le 30 juin impose une démocratie directe qui démet de ses fonctions les dirigeants qui ne tiennent pas leurs promesses. La démocratie de la rue est plus forte que la démocratie des bulletins de vote. Bien sûr, la grande majorité a applaudi les militaires, en particulier après leur ultimatum. Mais bien d'autres criaient «*Ni Frères ni armées*». Ils applaudissent le soutien de l'armée mais ne veulent pas de son règne. La révolution a jugé qu'elle ne pouvait à la fois affronter les Frères Musulmans et l'armée, et a préféré utiliser leurs divisions.

Mais si l'armée prenait le pouvoir sans respecter la volonté populaire, elle pourrait bien perdre ses soldats, en trouvant devant elle, non seulement de très nombreux militants qui ont fait l'expérience de sa violence, mais aussi des centaines de milliers de personnes qui criaient le 1<sup>er</sup> juillet «*Nous ne sommes plus des moutons*».

### Et maintenant ?

L'ultimatum populaire finit le 2 juillet à 17h, celui de l'armée un peu plus tard. En lâchant Morsi, l'armée veut



Alexandrie, vendredi 28 juin/DR

réitérer son coup de 2011, lorsqu'elle avait largué Moubarak pour empêcher le peuple de le «*dégager*» au travers d'un soulèvement qui pourrait déboucher sur bien plus.

Mais la situation n'est plus la même. La résistance des Frères Musulmans pourrait avoir des effets imprévus. Dans plusieurs villes, les manifestants ont anticipé la désobéissance civile générale en assiégeant les sièges des gouvernorats. Alors, soit l'armée intervient pour éviter le «*chaos*», soit le peuple lui-même chasse les Frères Musulmans, et pas seulement Morsi,

de tous les postes qu'ils occupent. Ou, un peu des deux comme cela s'est passé à différents endroits.

Quoi qu'il en soit, ce deuxième soulèvement marquera une forte étape dans la conscience politique des Égyptiens. Et dans le monde. Son message d'une révolution qui continue et s'approfondit sera plus entendu sur le globe qu'il y a deux ans, à l'heure où, du Brésil à la Turquie, de la Grèce au Bangladesh, les peuples ont commencé à se soulever. La révolution ne fait que commencer.

**Jacques Chastaing**

## regards

Propos recueillis par Alain Krivine (traduction du portugais par Luiza Toscano)

# Brésil : « les mobilisations ont continué de s'étendre dans tout le pays, avec des objectifs qui se sont élargis »

Entretien. João Machado est dirigeant du PSOL (le parti du socialisme et de la liberté). Avec lui, nous prenons la mesure de là où en est la formidable mobilisation du peuple brésilien et discutons de ses conséquences politiques.



### Où en est-on de la mobilisation ?

Dans la semaine du 24 au 30 juin, les mobilisations ont continué de s'étendre dans tout le pays, avec des objectifs qui se sont élargis. Il y a eu probablement plus de manifestations que la semaine précédente. Mais en même temps, elles n'étaient pas aussi massives. Les plus grandes ont eu lieu dans les villes où se sont joués les matchs de la Coupe des Confédérations de football.

Il y a des différences significatives dans leur composition : le nombre des jeunes des couches moyennes a diminué tandis que la participation de jeunes prolétaires, aux revenus les plus bas, s'est maintenue, voire a augmenté. Le thème du prix des transports publics a perdu de son importance (sur ce point il y a eu des victoires conséquentes), les manifestations contre la Coupe ont eu lieu au centre, les revendications sociales se sont imposées (revendications relatives à la santé, l'éducation, le logement). Les manifestations contre la répression policière ont continué et il y a aussi des expressions pures de révolte sociale. La présence de secteurs de la droite et de l'extrême droite s'est réduite. Il semblerait que la tendance soit pour les prochains jours à une diminution du nombre de manifestations et de manifestants.

### Quelles sont les réponses aux propositions de Dilma Rousseff ?

Dilma Rousseff a prononcé deux discours, un le 21 juin et l'autre le 24, avec des propositions un peu différentes, qui ont encore changé par la suite. Elle en est arrivée à parler d'une Assemblée constituante le 24, puis la proposition a été abandonnée, s'en tenant à la proposition d'un référendum sur des thèmes précis. Il est possible d'identifier deux tendances. Dans le «registre» social (éducation, santé, logement), les différents secteurs des mouvements sociaux présentent leurs revendications propres, sans tenir grand compte de ce que dit Dilma Rousseff. Pour ce qui est du registre de la «réforme politique», les secteurs les plus à droite (dont ceux qui sont au gouvernement) ont cherché à mettre en avant le référendum sur une réforme qui serait votée par le congrès lui-même. Plus à gauche, tant au sein du gouvernement qu'à sa gauche, la tendance est à amplifier la portée du référendum.

### Quelles réactions dans le PT au pouvoir, suite à ces manifestations et à la répression ?

Au début, les différents secteurs du PT ont cherché à disqualifier les manifestations, et leurs membres au gouvernement ont défendu la répression. À partir du 13 juin, quand les manifestations se sont étendues, des secteurs du PT ont critiqué les «excès» de la répression, et ont tenté de participer aux manifestations. Mais ayant dû essayer

de l'hostilité, ils ont dénoncé le caractère prétendument droitier des manifestations, et ont même parlé d'une tentative de putsch contre Dilma Rousseff. D'autres secteurs se sont mieux positionnés : ils ont dit que les manifestations révélaient les problèmes et les limites des gouvernements.

La semaine dernière, une position curieuse a gagné en force au sein des secteurs les plus à gauche du PT, ou liés à ces derniers, comme le MST : ils ont commencé à dire que pour défendre le gouvernement, il fallait le pousser sur la gauche. Il semblerait que refasse surface une position des premières années du gouvernement Lula, qui consiste à dire que le gouvernement est encore «en débat», que son orientation n'est pas tranchée...

La CUT, ainsi que d'autres centrales syndicales et des mouvements sociaux (liés à l'instar du MST au PT dans leur majorité) ont appelé le 11 juillet à une «*journée nationale de lutte et de blocage*», avec un programme très en pointe, qui inclut la réduction de la semaine de travail à quarante heures, une réforme agraire (thème totalement absent au sein du gouvernement), la dénonciation du génocide de la jeunesse noire et des peuples indigènes. Il n'est pas dit que ces organisations et mouvements vont réellement s'emparer de cette mobilisation. Peut-être veulent-ils juste donner satisfaction à leur base sociale.

### Le comportement du PSOL dans ces mobilisations ?

Le PSOL y a participé et les a impulsées depuis le début, de même qu'il a été allié, dans les années passées, à d'autres mouvements similaires. Il participe activement aux comités populaires de la Coupe.

Certes, il a pâti du sentiment de rejet des partis très présent dans les manifestations mais, de façon générale, moins que d'autres partis. Il n'y a pas de doute qu'il sortira renforcé de ce processus.

### Peut-on évaluer l'impact politique des mobilisations ?

À la fin de la semaine, des sondages sur le soutien au gouvernement et aux intentions de vote pour les candidats à la présidence pour les élections de 2014, effectués par Datafolha, un des principaux instituts de sondage d'opinion du pays, ont été rendus publics.

Les résultats sont catastrophiques pour le gouvernement : les appréciations positives pour le gouvernement, qui tournaient toujours autour de 65% dans les premiers mois de l'année, et qui étaient tombées à 57% début juin avant les mobilisations, ont dégringolé à 30%. Les intentions de vote pour Dilma Rousseff pour les élections présidentielles ont dégringolé de 51% début juin à 30%.

Il n'y a pas eu de sondage sur le rôle des gouverneurs ou des préfets, mais on peut présumer que leur perte de popularité serait aussi substantielle.

# BUDGET Hollande, petit soldat du capital

Au 1<sup>er</sup> trimestre de cette année, après des négociations avec la Commission européenne, le gouvernement français avait renoncé à revenir à un déficit des finances publiques de 3% du produit intérieur brut (PIB) en 2013 et s'était finalement engagé sur un objectif de 3,7%, ce qui représente déjà un tour de vis important...

En fait, sous couleur de concessions, la Commission européenne a pris en compte la récession en Europe: le PIB de la zone euro baissera de 0,4% et celui de la France de 0,1%. Elle préfère donc mettre la pression pour de nouvelles mesures libérales sur les salaires, les entreprises publiques et la protection sociale. Le bon petit soldat Hollande a eu les félicitations de toutes les officines au service du capital (FMI, OCDE, Commission européenne) pour la loi reprenant l'accord flexibilité l'ANI, et il poursuit son chemin avec la réforme des retraites.

## Le gouvernement s'abrite derrière la Cour des comptes

Avec la récession, l'objectif de 3,7% apparaissait de plus en plus inatteignable, malgré les efforts d'austérité du gouvernement (qui dépriment encore plus l'économie). Jeudi 27 juin, la Cour des comptes a présenté son rapport annuel sur les finances publiques. Elle confirme la forte probabilité d'un déficit de 4%. En cause, notamment, des recettes fiscales moindres que prévues, notamment d'impôt sur les sociétés et de TVA. Logique pour la TVA quand on sait que la consommation des ménages, qui a baissé de 0,4% en 2012, reculerait encore de 0,1% en 2013 d'après l'INSEE. La Cour (présidée par le «socialiste» Migaud) fait la leçon au gouvernement: gel du point d'indice des fonctionnaires jusqu'en 2015, sous-indexation des prestations sociales, suppression de 10 000 postes de fonctionnaires par an en remplaçant pas un départ à la retraite sur six (contre un sur deux sous Sarkozy), augmentation de 2 heures par semaine de la durée travaillée des agents publics (qui passerait ainsi à 37 heures), réduction de l'indemnisation des arrêts maladie, etc. Les prétendus experts avaient parlé: immédiatement Ayrault confirme le «dérapiage» et, sans reprendre pour le moment toutes les suggestions de la Cour, annonce un nouveau tour



Journée de mobilisation européenne à Paris le 29 février 2012. PHOTOTHÈQUE ROUGE/MILO

de vis. Le gouvernement a transmis vendredi 28 juin au Parlement un document où il dévoile l'essentiel du volet «dépenses» du budget 2014 (présenté en septembre). Pour les fonctionnaires: gel du point d'indice et suppression de postes. Des réductions massives de crédit vont aussi affecter certains ministères comme l'écologie (-7%) et les dotations aux communes, départements, etc. Par contre, pas question de toucher aux aides aux entreprises (dont le nouveau crédit d'impôt de 20 milliards d'euros), au paiement de la dette ni de demander un effort aux riches et aux grandes entreprises à travers les impôts sur les revenus et les sociétés. C'est sur les dépenses que l'on tape (et pas sur celles qui correspondent aux aventures militaires au Mali et ailleurs). De nouvelles réductions vont être annoncées sur les régimes sociaux.

## Vers le néant ou la mobilisation?

Jean-Marc Ayrault a ainsi fièrement énoncé: «Pour la première fois depuis 1958, les dépenses de l'État vont diminuer (...) de 1,5 milliard d'euros». Il fut un temps où les dirigeants socialistes, tout en gérant le capitalisme, se souciaient (ou du moins faisaient semblant) du chômage, de la pauvreté, etc. Aujourd'hui, la fierté de Hollande et de ses acolytes, c'est l'austérité budgétaire! Et pendant ce temps, Marine Le Pen surfe sur le mécontentement social...

Cela renforce la nécessité de construire une opposition de gauche à ce gouvernement, pour la mise en œuvre d'un programme d'urgence, avec l'arrêt du paiement de la dette, la hausse des impôts sur les entreprises et les riches, la socialisation des banques afin de se donner les

moyens d'une politique de création d'emplois et de satisfaction des besoins sociaux. Ce qui supposera la mise en place, par la mobilisation sociale et politique, d'un gouvernement aussi fidèle aux intérêts des travailleurs, que Hollande et sa clique le sont à ceux du capital. Au-delà des petites phrases sur les «solfériniens» que multiplie Jean-Luc Mélenchon qui écrit sur son blog le 28 juin «Pendant que je vais et viens mon pauvre pays continue sa descente dans le néant», son engagement effectif dans la préparation d'une action déterminée sur les retraites à la rentrée (car, si l'action massive ne se décreète pas, elle se prépare) sera un test de la réalité du positionnement de la direction du Front de gauche.

Henri Wilno



Par Thibault Blondin

## YES WE SCAN!

Les prophéties orwelliennes n'en finissent pas de trouver réalité: le dernière en date, le scandale de la NSA (National security agency), agence américaine d'espionnage... à l'écoute du monde.

C'est l'ingénieur informaticien américain Edward Snowden qui a révélé l'étendue du réseau de surveillance américain, qui, loin de s'arrêter à ses propres frontières, espionne le monde entier. Les oreilles de la NSA sont par exemple capables de collecter près de 500 millions de «contacts» par mois en Allemagne. Cette nouvelle affaire fait suite au déjà oublié «Échelon», réseau de surveillance européen de la NSA, qui avait provoqué la constitution d'une commission d'enquête du Parlement européen à laquelle Alain Krivine, alors député européen, avait participé au début des années 2000.

Le scandale s'est amplifié quand Die Spiegel a révélé que des bâtiments de l'Union européenne sont aussi sur écoute. Il s'agit bien entendu d'une atteinte dramatique aux libertés publiques et individuelles, puisque n'importe quel quidam peut se retrouver espionné, de son mail à ses communications, par les différents barbouzes yankee, français ou encore anglais, tout autant qu'un état souverain. Une série de mots «suspects», prononcés ou écrits lors d'une conversation téléphonique ou électronique, et Big brother vous regarde...

Il s'agit également du visage invisible de la guerre commerciale que se livrent les différents pays occidentaux, à l'image de la concurrence Airbus et Boeing, guerre qui conduit les États à mettre en place des moyens d'espionnage commercial et industriel.

Mais avec des lois de plus en plus liberticides, des nouvelles technologies (internet, smartphone, réseaux sociaux) qui nous fliquent, des multinationales telles que Google qui négocient avec des dictatures la mise en place de filtres sur le réseau, la surveillance des individus franchit aujourd'hui un seuil inégalé. Cet espionnage n'a pas servi à déjouer les attentats de 2001, mais est par contre responsable de la persécution à travers le monde de syndicalistes, de révolutionnaires comme celles et ceux assassinés ces deux dernières années en Égypte ou encore d'opposants comme en Chine.

Alors attention: si vous dites «socialisme», «barricade», «action» et «États-Unis» au téléphone, Mickey est à l'écoute!

# MORT DE CLÉMENT MÉRIC Quand les médias désinforment

C'est à une sinistre opération médiatique de banalisation du mal que nous avons assisté la semaine dernière, après la parution le 25 juin d'un article sur le site de RTL. L'auteur y prétendait qu'une vidéo prouvait la responsabilité de Clément Méric dans l'agression qui lui a coûté la vie.

La scène aurait été filmée par une caméra de surveillance de la RATP, et montrerait «le jeune militant d'extrême gauche se précipiter dans le dos d'Esteban Morillo, le meurtrier présumé, alors de dos, semble-t-il pour lui asséner un coup». Ce serait seulement en réaction que «le skinhead se retourne alors et le frappe avec son poing en plein visage». Non seulement il n'est dit à aucun moment dans l'article que le journaliste a pu lui-même visionner la vidéo, mais la radio se permet d'annoncer fièrement en titre: «La vidéo a parlé»...

S'ensuit un ballet médiatique durant lequel la pseudo-information circule très rapidement sur la grande majorité des sites d'information. De l'Express, qui prétend que la vidéo permet de comprendre «ce qu'il s'est vraiment passé», à Marie-Claire, qui parle d'une «vidéo qui dérange», en passant par

France Info, pour qui «une vidéo de la RATP accrédite la thèse de l'accident», c'est sans aucune prise de distance qu'est repris le prétendu «scoop» de RTL.

Ainsi, dans le JT de 20h sur France 2, David Pujadas lance son sujet en affirmant: «Les policiers ont pu exploiter et visionner une vidéo de la RATP. Elle révèle de nouveaux détails sur les circonstances de la bagarre.» Ni usage du conditionnel ni mention du fait qu'aucun journaliste n'a pu visionner la vidéo. Et le sujet de débiter sur cette question sordide: «Clément Méric a-t-il été l'agresseur avant d'être mortellement frappé [...] ?», avant que soit proposée une sidérante reconstitution de la scène telle qu'elle aurait été filmée. Poussant le bouchon encore plus loin, Direct-matin ira jusqu'à affirmer le lendemain, en titre d'un article, qu'«une vidéo accrédite le coup involontaire»...

## À qui profite le crime?

Quelques heures seulement après la publication de l'article sur RTL, Libération avait pourtant émis des doutes sur cette vidéo, en s'appuyant sur une source policière selon laquelle la vidéo en question «ne montre que 20 centimètres au-dessus du sol, c'est-à-dire les jambes des personnes». De même, Politis nous apprend le 26 juin que la RATP dément avoir en sa possession (et transmis) une vidéo de l'agression, France Inter enfonçant le clou le lendemain en affirmant que personne n'a pu voir la vidéo en question sinon la police.

Plus largement, on ne peut s'empêcher de poser la question: à qui profite le crime sinon à tous ceux qui, dans les médias dominants et ailleurs, confondent extrême droite et extrême gauche, fascistes et antifascistes, au nom de la violence dont tous feraient preuve? Cette confusion n'a-t-elle pas pour principal effet de banaliser les vio-

lences consubstantielles à l'extrême droite, qui se multiplient ces derniers mois à travers notamment des agressions homophobes et islamophobes? Ne conjugue-t-on pas ainsi la dépolitisation à la confusion politique, deux ingrédients dont use abondamment l'extrême droite?

Contre ce confusionnisme alimenté par les «grands» médias, il importe de rappeler sans cesse que la mort de Clément et l'ensemble des violences racistes de ces derniers mois n'ont rien d'accidentelles. Produits de l'existence même de groupuscules fascistes qui ont pris confiance pendant des mois, au bénéfice du mouvement homophobe contre le mariage pour tous, elles trouvent leurs racines dans un climat xénophobe, alimenté depuis des années par des politiques et des discours faisant des immigrés, des Roms, des musulmans, les responsables d'une misère généralisée par la crise sans fin du capitalisme.

Léo Carvalho et Julien Sergère



Février 1990

## OBAMA EN AFRIQUE Derrière la « com »

S'il est bien compréhensible après des siècles de racisme et d'humiliation que les Africains aient eu un sentiment de fierté qu'un homme dont le père est Kényan puisse accéder à la tête de la première puissance mondiale, la déception fut à la hauteur des espoirs.

Comme pour le reste, Obama s'est inscrit dans le sillon des politiques africaines précédentes sans apporter une quelconque note positive. Lors de sa tournée en Afrique, il évitera soigneusement le Kenya, où se trouve la tombe paternelle, mais dont le dirigeant Kenyatta est inculpé par le tribunal pénal international pour crime contre l'humanité. Il préférera le Sénégal, la Tanzanie et l'Afrique du Sud, afin de donner une image des États-Unis soutenant la démocratie en Afrique. Mais on a affaire à une véritable opération de « com », doublée d'une parfaite hypocrisie.

### Concurrence entre grandes puissances

En effet, Washington reste un soutien de taille pour les dictatures des pays comme l'Éthiopie, le sud-Soudan, le Rwanda et l'Ouganda. Ces deux derniers soutiennent des milices qui se rendent coupables des pires violations des droits humains contre les habitants notamment au Kivu dans la partie nord-est du Congo Kinshasa. L'existence d'une dictature à Djibouti ne semble pas non plus gêner l'administration d'Obama, Djibouti où est installée une base de l'armée américaine alors que récemment les sbires de Guellah ont torturé à mort un jeune opposant<sup>1</sup>.

Mais derrière ce voyage particulièrement médiatique se cache un autre enjeu, contrecarrer le poids important de la Chine sur le continent. En effet, cette présence est un élément majeur de la décennie, comme en témoigne l'importance des échanges économiques qui s'élèvent à 160 milliards de dollars. Les États-Unis poursuivent un double objectif en Afrique : permettre une plus grande diversification de leurs sources d'approvisionnement - notamment énergétique - et lutter contre le terrorisme.

Si ce dernier point n'est pas nouveau, avec la mise en place en 2008 du commandement militaire unifié pour l'Afrique (Africom), cette tendance s'est largement renforcée notamment avec l'implantation de bases US au Sahel après l'intervention française au Mali.

Paul Martial

1. <http://www.afriquesenlutte.org/afrique-de-l-est/djibouti/article/sahal-djibouti-ali-youssouf-24-ans>

# MANDELA Le mythe et l'homme

L'hospitalisation de Nelson Mandela a été l'occasion d'une effusion médiatique qui a sans doute égrené tous les éléments possibles de sa future nécrologie. Un éditorialiste s'interrogea : qui pourrait « perpétuer l'héritage de Mandela » ? Bien sûr, cela soulève une question essentielle : quel est l'héritage de Mandela ? Où finit la réalité et où commence le mythe ?

Vingt ans plus tôt, récemment libéré, Mandela aurait sans doute été stupéfait de voir ce qu'il adviendrait. En décembre 1992, il avait exprimé sa perplexité et son inquiétude face à l'image qu'il voyait se forger de lui-même. Le fruit, selon lui, d'attentes « naïves et romantiques ». Alors que je rédigeais pour lui un article, il me dit : « Tout ce que je sais, c'est que je ne suis pas un messie ». Beaucoup alors lui attribuait ce rôle. Lui était à l'époque convaincu que cette image n'était qu'une illusion passagère. Il se trompait. Le processus de mythification se poursuivait faisant de Mandela une « icône planétaire ».

### Mettre fin aux préjugés raciaux, pas au système

Alors peut-être Mandela s'est-il lui aussi adapté au mythe, estimant qu'il pourrait en tirer profit. Mais c'est la volonté de son parti de construire un culte autour de sa personne qui a joué un rôle majeur.

Il y a un autre facteur que les partisans du mythe préfèrent occulter parce qu'il ternit celui-ci, même s'il ne ternit pas l'homme : quelles que soient la dévotion et la force de caractère d'individus soumis aux rigueurs et à l'extrême monotonie de la vie carcérale pendant plus de 20 ans, il est impossible d'en sortir du jour au lendemain comme si de rien n'était. Et, alors que les autres prisonniers condamnés avec Mandela en 1964 passaient, pour la plupart, directement de la prison à une vie qui avait changé du tout au tout pendant leur incarcération, Mandela, lui, était préparé à jouer son rôle à la tête de

l'organisation qui négocierait la fin du système de l'apartheid.

L'énorme publicité construite autour de son nom avait persuadé des dirigeants de l'apartheid qu'il pourrait être l'homme du compromis. Ils savaient que Mandela n'était ni le révolutionnaire radical, ni même le terroriste, dépeint par le régime. Mandela était un aristocrate et avocat dont le but était d'éradiquer les préjugés raciaux du système, non d'en finir avec le système lui-même. C'était un réformiste qui avait été obligé par les circonstances en Afrique du Sud à devenir révolutionnaire. Qu'il soit resté fidèle à cet idéal en dit long sur l'intégrité d'un homme au talent exceptionnel.

Après 17 ans à Robben Island, il était transféré à la prison de Pollsmoor au Cap où il renoua avec les visites, les livres et les informations avant d'être transféré à la prison Victor Verster.

### Un pragmatisme politique

Le 11 février 1990, quand le prisonnier franchit les portes de la prison, après 27 ans de détention, rares furent ceux qui s'étonnèrent qu'il paraisse en forme, heureux et confiant quand il s'adressa aux milliers de supporters qui se pressaient sur la place principale du Cap.

C'est que ceux qui cherchaient désespérément à réformer l'appareil de l'apartheid avaient réalisé qu'ils avaient besoin, autant que l'ANC, d'un leader capable, dès sa libération, de faire face à un monde qui avait radicalement changé. Dans un premier temps, on emmena

Mandela à plusieurs reprises en excursion en dehors du Cap. Puis, après un passage dans une clinique pour soigner sa tuberculose, il fut transféré dans la maison de l'ancien vice-gouverneur de la prison Victor Verster : une cage dorée pour l'homme destiné à devenir le premier président élu sur une base non raciale. Il se savait toujours prisonnier mais savait aussi que ce n'était qu'une question de temps avant qu'il ne se promène librement, n'ayant jamais passé de

compromis avec le régime. Dans les faits, il était aux commandes. C'était là le Mandela pragmatique prêt à négocier avec les dirigeants de l'apartheid pour peu que cela serve l'ANC et sa vision de l'avenir du pays. Comme il le disait, il avait « toutes les faiblesses habituelles », et désacraliser son nom ne diminuait rien l'homme.

Terry Bell<sup>1</sup> (traduit de l'anglais par Raymond Adams)

1. Militant syndical et socialiste sud-africain. Version intégrale de cet article sur notre site

## Marine tais-toi, Mandela n'est pas à toi !

Marine Le Pen ne recule devant rien dans son entreprise de dédramatisation du Front national. La porte-parole du F Haine n'hésite pas aujourd'hui à parler de Nelson Mandela comme « une figure d'apaisement », qualifiant de « bonne nouvelle pour le monde entier la fin du système d'apartheid, condamnable et injuste... ». Venant de la porte-parole d'un parti ayant toujours soutenu le régime raciste afrikaner, ces éloges sont indignes. Les Le Pen et consor haïssaient Mandela pour ce qu'il était : un dirigeant communiste noir militant pour l'émancipation... par tous les moyens nécessaires. Marine Le Pen a-t-elle « oublié » que son père qualifiait régulièrement le leader de l'ANC de « terroriste » ? Qu'en 1986 les

députés du groupe F Haine à l'Assemblée, alliés à quelques membres du RPR et de l'UDF, avaient monté un « groupe d'amitié France Afrique du Sud » en pleine campagne mondiale anti-apartheid ? Que Catherine Mégret, maire F Haine de Vitrolles, n'ait pas hésité à débaptiser la place Nelson Mandela, changeant le nom en « place de Provence » ?

La lutte contre l'apartheid et pour la libération de Mandela font partie du patrimoine de la gauche dans toutes ses composantes. La mobilisation internationale, combinée au soulèvement de toute un peuple, ont fini par mettre à bas la dictature raciste... que le F Haine et les autres groupes d'extrême droite ont soutenue jusqu'au bout.

Alain Pojolat

## AFFAIRES

# Les mœurs de la République des riches

L'Humanité du 28 juin s'interroge à propos des affaires : « Criminalité financière ou crime de classe ? ». Il serait sans doute plus juste de parler des symptômes d'une maladie profonde qui exige un traitement de choc, la corruption généralisée des classes dominantes et de leur personnel politique par la loi du fric...

Tout leur est dû et permis... Mardi 25 juin, quand Cahuzac était convoqué à l'Assemblée nationale pour répondre aux questions de ses pairs, DSK était l'invité du Sénat pour discourir économie alors que Tapie était mis en garde à vue. Le plus surprenant était la complaisance, voire la flagornerie, de la plupart des journalistes, tous se félicitant de l'exposé brillant qu'aurait fait DSK. Ledit libertain qui fréquente les proxénètes et se sent pleinement dans son droit quand il abuse d'une femme

de ménage noire dans un Sofitel de New York, parade aujourd'hui de Roland Garros au Sénat avec la même morgue arrogante. Cahuzac, convoqué à l'Assemblée nationale, ne peut pas répondre aux questions des députés et nous dit, « le plus sincèrement possible »... « je vous emmerde ». Bernard Tapie s'exclame devant Pujadas, « Oui Monsieur, c'est un complot ! », et se répand sur son sort : « j'ai été trompé, abusé et déshonoré »...

Il aura fallu 6 ans pour que l'évidence soit reconnue : à la demande de Sar-

kozy, Christine Lagarde a ordonné un « simulacre d'arbitrage », selon les termes des juges, réalisé sous l'autorité de Claude Guéant et de quelques subalternes, dont l'actuel PDG d'Orange...

### Les bandes organisées ou les sommets de l'État

Cette même semaine, Ziad Takieddine a reconnu avoir remis six millions de francs soit 1 220 000 euros à un proche de Nicolas Sarkozy, fin 1994, pour financer la campagne présidentielle d'Édouard Balladur. L'argent proviendrait des rétro-commissions issues des contrats d'armement avec l'Arabie Saoudite et le Pakistan. Il circulait en grosses coupures dans des valises ! Et, clocheterie des affaires, Jean-Pierre Bechter, le maire de Corbeil-Essonnes, bras droit de Serge Dassault, sénateur UMP, dont il a pris la succession à la mairie suite à l'invalidation de l'avionneur, a été mis en examen dans le cadre de l'enquête sur deux tentatives d'homicide volontaire. Ces dernières sont en relation avec « l'achat de votes, corruption, blanchiment et abus de biens sociaux » lors des municipales entre 2008 et 2010 par Dassault qui s'est donc acheté une mairie !

### Faire le ménage, imposer le contrôle de la population

Hollande, qui s'affiche comme l'ami des riches et des patrons, voudrait empêcher tous ces excès qui choquent sa bonne conscience. Alors il a fait une loi, la bien nommée loi Cahuzac ! Elle imposerait la transparence, elle ne résoudra rien. Pour s'en convaincre, il suffit d'entendre les cris d'orfraie poussés par tous les intéressés, affairistes, hommes politiques et leurs avocats. Et le PS s'inquiète que tout cela fasse le jeu de Marine Le Pen. C'est surtout leur impuissance vautre dans leurs privilèges qui laisse le champ libre au FN qui n'a nullement l'intention d'empêcher les « excès » auxquels les élus du FN se sont abandonnés avec délice quand ils en ont eu l'occasion. Il se contentera de bâillonner... la justice. La seule voie pour faire le ménage, la seule méthode, est la mobilisation, l'organisation des travailleurs, de la population pour imposer leur contrôle, exiger des comptes, conquérir la démocratie pour empêcher les puissances de l'argent, les voyous de la finance de nuire.

Yvan Lemaitre



MOBILISATIONS

# « Le Brésil a changé »

Les grandes manifestations de rue des deux dernières semaines au Brésil ont pris de court tout le monde. Il y avait pourtant une reprise significative des mobilisations. L'année 2012 a enregistré le plus grand nombre de grèves depuis 1996, et cette tendance s'est poursuivie en 2013.

Outre les luttes de nombreux secteurs pour des salaires plus élevés et des conditions de travail meilleures, des mobilisations ont été croissantes pour des revendications plus larges : la lutte contre la réaction homophobe et raciste (avec une grande visibilité de la lutte contre la désignation du député Marco Feliciano à la présidence de la Commission des droits de l'homme de la chambre des députés) ; la lutte des peuples indigènes pour la préservation de leurs terres, contre la construction de l'usine de Belo Monte, et pour le droit à la vie (les assassinats d'indigènes par de grands propriétaires terriens sont fréquents) ; la lutte de secteurs populaires pour le droit à un logement (et contre les expulsions, transferts et « rénovations urbaines » qui créent des ségrégations dans l'espace urbain) en prévision de la Coupe du monde de 2014 et des jeux Olympiques de 2016 ; des luttes en défense de l'environnement...

### Cristallisation des colères

Cette reprise des mouvements était une réaction aux difficultés économiques - la stagnation qui tend à se poursuivre, la reprise (limitée, mais perceptible) de l'inflation - et au conservatisme économique du gouvernement : coupe dans les dépenses publiques et réduction des impôts sur le capital, privatisations (nommées « concessions » ou « partenariats avec le secteur privé ») d'aéroports, de ports, de chaussées routières, du pétrole, reprise de l'augmentation des taux d'intérêts,

concessions successives aux pressions de l'agro-business. En somme, tout pour le capital !

De plus, le mécontentement a été croissant dans certains secteurs de la population, notamment dans la jeunesse, face au conservatisme social et politique du gouvernement et la criminalisation des mouvements sociaux.

C'est dans ce contexte que le mouvement contre les augmentations de tarifs des transports publics (qui, outre leur cherté, sont de mauvaise qualité), l'indignation contre la répression et celle contre les dépenses et la forme d'organisation de la Coupe des Confédérations, se sont cristallisés pour conduire à l'explosion des mobilisations.

La tendance semble être aujourd'hui à la baisse des mobilisations, au moins pour les prochains jours. Mais elles ont déjà transformé le pays. Le Brésil a changé (comme la propagande gouvernementale du PT se plaisait à le dire, évidemment avec dans un sens bien différent...). Ceux qui gouvernent, du niveau fédéral jusqu'au municipal, sont sur la défensive. Ils ont été contraints de baisser les tarifs des transports publics et de reconnaître leur discrédit, surtout au sein de la jeunesse. Ils annoncent divers projets de changement, cherchant à faire de « bonnes choses » pour soigner leur image. Les sondages d'opinion révèlent une chute drastique du prestige du gouvernement fédéral (et ce devrait être pareil aux autres niveaux de gouvernance, même si c'est à un niveau moindre). Le



peuple était mécontent, mais ils n'en avaient pas conscience. Maintenant, il ne se contentera plus de miettes et il sera beaucoup plus difficile de le tromper.

### Construire une alternative socialiste

Il y a maintenant un processus très riche de discussions politiques, de réunions de divers secteurs sociaux (jeunes, habitants des périphéries, mouvements pour le transport public, l'éducation, etc.), qui réunissent beaucoup plus de gens que par le passé, pour discuter de quoi faire et que revendiquer maintenant. Bien que les mobilisations tendent dans l'immédiat à se réduire, le peuple y a pris goût et a

compris qu'elles peuvent mener à des victoires. C'est, à n'en pas douter, un changement dans le rapport de forces entre classes.

Évidemment, reste encore à résoudre l'épineuse question de la reconstruction d'une gauche socialiste brésilienne, rendue nécessaire par l'adhésion du PT aux institutions du pouvoir bourgeois. Faute de quoi, il n'existera pas d'alternative à gauche à l'actuel pouvoir fédéral. Mais les nouvelles conditions sont les plus favorables qu'aient connues le pays depuis l'élection de Lula en 2002 pour progresser dans la construction de cette alternative.

**De Sao Paulo, João Machado**  
(traduction du portugais par Luiza Toscano)

TUNISIE

# Le Front populaire face aux périls

La situation en Tunisie ne cesse de se dégrader. Comme l'a précisé au NPA Zied Lakhdar, le successeur de Chokri Belaïd à la tête du PDDU, « plusieurs passages du projet de Constitution peuvent servir au retour à une dictature sous forme religieuse ».

Il ajoute : « Économiquement et socialement, la situation est insoutenable : tous les indicateurs sont au rouge, le chômage augmente, le pouvoir d'achat se détériore de plus en plus. Le gouvernement s'attaque aux libertés individuelles et publiques, et notamment les droits syndicaux, entrave l'enquête sur l'assassinat de Chokri Belaïd, refuse de dissoudre les Ligues de protection de la révolution. La situation empire encore davantage avec l'avènement du terrorisme dans l'intérieur de la Tunisie. Il existe de réels dangers que le pays bascule dans une sorte de guerre civile où les islamistes auront la mainmise sur la situation ». Face à cela, le Front populaire, qui est la troisième force politique du pays, ne peut pas se contenter de dire « nous sommes contre ceci, ou contre cela, sans faire de propositions à la population et se retrouver isolé », explique Nizar Amami de la Ligue de la gauche ouvrière.

Le Front a donc proposé début juin un « programme d'urgence de salut » soumis à toutes les forces politiques et associatives démocratiques. Celui-ci repose sur quatre points :

- La lutte contre la violence et le terrorisme ;
- L'adoption rapide d'une Constitution démocratique et la fixation d'une date pour des élections libres et transparentes ;
- Des mesures urgentes contre le chômage, la marginalisation des régions, la cherté de la vie et la dégradation de l'environnement ;
- La fin de la dilapidation des richesses du pays : refus d'une nouvelle législation permettant la cession des terres agricoles aux investisseurs étrangers, refus du programme d'austérité du FMI et des privatisations qu'il comporte.

### Pour une constitution démocratique

Comme cela avait déjà été le cas le jour de l'assassinat de Chokri Belaïd,

le parti Nidaa Tunes dans lequel se sont recyclés certains membres de l'ancien régime, est venu le 21 juin à la réunion proposée par le Front populaire pour débattre de ces propositions. Tous les partis présents ont déclaré être d'accord avec les quatre points proposés par le Front et vouloir agir ensemble dessus. Reste à savoir comment certains d'entre eux donneront réellement suite à cet engagement, à commencer par Nidaa Tunes, qui affiche habituellement son accord avec la politique du FMI ! Face aux réactions que suscite une orientation dans laquelle le Front populaire côtoie des néo-libéraux et des rescapés de l'ancien régime, les représentants du Front ont réaffirmé qu'il ne s'agissait en rien de la préfiguration d'un front électoral. « Une coalition électorale se constitue en effet sur un programme politique, économique et social. Et ce n'est pas la base sur laquelle a été constituée cette initiative qui est seulement une

riposte à l'urgence de la situation. Il s'agit d'empêcher que la situation en Tunisie ne dérive dans des zones dangereuses ». (Zied Lakhdar)

« Notre but est de sceller un accord politique avec les partis et forces civiles qui le souhaitent, l'enjeu est d'agir sur le terrain à travers des actions communes afin de sauver le pays de la crise et de la déprime qui le rongent. D'ailleurs, le Front populaire propose un rassemblement, le 1<sup>er</sup> juillet, devant l'Assemblée nationale constituante, afin de faire pression pour faire passer une Constitution démocratique qui reflète toutes les composantes politiques de la Tunisie et non pas une seule, celle d'Ennahdha ». (Hamma Hammami du Parti des travailleurs, l'ex-PCOT). **Dominique Lerouge**

Pour en savoir plus, lire les différentes déclarations du Front populaire sur le site Europe Solidaires sans frontières : <http://www.europe-solidaire.org>.

# PORTUGAL Une grève générale très suivie

Le jeudi 27 juin, le Portugal a vécu une journée sans aucun transport ferroviaire, sans transports collectifs dans les villes, avec des écoles et des centres de santé fermés et des hôpitaux fonctionnant avec le service minimum indispensable...

Les principaux ports du pays étaient fermés et le trafic aérien a souffert d'énormes perturbations. Les autres services publics, comme les finances, les tribunaux, les centres d'emploi ou de la sécurité sociale, étaient quasiment fermés. Le service de l'agence d'information Lusa a été interrompu toute la journée en raison de la grève des journalistes. Dans le secteur privé, la paralysie a été forte également, notamment avec l'arrêt de la production à Autoeuropa, l'usine de Volkswagen au Portugal, qui assure plus de 1% du PIB portugais et un taux élevé des exportations du pays.

La grève générale du 27 juin, la quatrième à laquelle doit faire face l'actuel gouvernement de droite PSD/CDS-PP, fut l'« une des plus grandes de la démocratie portugaise » comme l'a fait remarquer João Semedo, coordinateur du Bloc de Gauche.

### Un soutien populaire important

Dans les entrevues réalisées par les chaînes de télévision, les gens se disaient certes préoccupés par le fait d'attendre des heures des transports ou de n'avoir pas de consultations dans les hôpitaux, mais disaient aussi comprendre et soutenir les grévistes. Catarina Martins, coordinatrice du Bloc de Gauche, a mis en exergue dans ses déclarations que la grève générale avait été très suivie, et qu'« elle avait reçu le soutien de toute la population ». Même le *Financial Times* a saisi la portée de la grève générale au Portugal, en titrant « Une tragédie sociale qui nourrit une grève générale portugaise » et en relevant que même le dirigeant de la CIP, la principale association patronale, avait déclaré que « les travailleurs ont des raisons de s'indigner »...

Il n'en a pas été de même du côté du FMI, de la Commission Européenne et de la BCE. La veille de la grève générale, le gouvernement portugais a dû rétro-pédaler sur l'attaque contre les professeurs, en renonçant à de nouveaux licenciements face à une grève extraordinaire dans l'éducation. La troïka n'a guère apprécié et fait part de sa « préoccupation » face à l'incapacité du gouvernement à mettre en œuvre ses exigences.

Face à la tragédie économique et sociale, le peuple portugais a déjà fait quatre grèves générales, des manifestations gigantesques et mené des actions de protestation nombreuses et variées. Première conséquence de cette nouvelle journée, le ministre des Finances du Portugal et numéro deux du gouvernement et le ministre des affaires étrangères ont présenté leur démission. Nul ne doute que la lutte va se poursuivre contre la politique désastreuse du gouvernement de droite et les diktats de la troïka.

### De Lisbonne, Carlos Santos

(Traduction du portugais par Luiza Toscano)

Jeudi 27 juin à Coimbra/DR



## ÉLUS LOCAUX DU NPA

# Petits mais cost

**Y** en a pas un sur cent... et pourtant nous sommes là ! Alençon, Allauch, Annecy, Canteleu, Chambéry, Clermont-Ferrand, Colomiers, Gérardmer, Le Mans, Louviers, Poitiers sont les principales villes où des militantEs du NPA sont conseillerEs municipaux (nous sommes le plus souvent la ou le seulE éluE de la liste). Nous sommes aussi dans les banlieues populaires de grandes villes, comme Bordeaux: Cenon, Cestas, Lormont, Pessac; Caen: Hérouville; Tours: Saint-Pierre-des-Corps; Rouen: Sotteville-les-Rouen; Paris: Évry, Fontenay-sous-Bois,

Gennevilliers, Gentilly, Ivry, Trappes. Et dans plusieurs toutes petites communes. Quand nous avons été éluEs, le NPA n'existait pas encore. Nous avons donc été éluEs sur des listes LCR, ou Vraiment - à gauche - toute - à 100 %, ou avec un autre parti, ou dans une petite commune où les listes sont sans étiquette, et le plus souvent dans des villes dont la majorité municipales a été élue dès le premier tour, nos listes dépassant alors les 5% nécessaires. Nous avons eu en 2008 plus de 80 éluEs. Cette particularité fait que les éluEs anticapitalistes sont partout des élus qui pratiquent l'opposition de gauche depuis de nombreuses années.

De plus, lors de ces dernières municipales, les comités pour un nouveau parti anticapitaliste se créaient partout en France et faire les listes a été une des étapes de la naissance du NPA. Quand nous avons été élus, ni nous ni les membres de la liste n'étions des « spécialistes », et nous ne connaissions que peu de choses sur les dossiers que nous avons eu à traiter. La démonstration que chacun peut s'emparer de cette fonction et ne pas la laisser toujours aux mêmes...

**Dossier coordonné par Isabelle Guichard et Thibault Blondin**

## Contre les « Capital Invaders »

Suez, Veolia, Vinci se payent nos villes. Eau, transports, chauffage, stationnement, ordures, et si on ajoute Bouygues ou Nexity pour le logement, pas un domaine de nos vies ne leur échappe<sup>1</sup>.

Le marché de l'eau est en difficulté, de plus en plus de villes décidant de passer en régie publique, et la troisième sœur du marché de l'eau, la Saur, est menacée de disparaître. Il leur faut donc se déployer sur tout ce qui peut rapporter sous-sous et pépètes dans nos villes et ne pas laisser de place à plus petits. On ne préfère pas petits ou gros voleurs, mais la lutte est plus difficile contre des géants qui sont partout et s'entendent pour se partager le boulot : quand l'un a l'eau d'une ville, il laisse ses déchets à l'autre... À Gennevilliers, 40 000 habitants dans la banlieue nord-ouest de Paris, le Front de gauche vient de choisir un nouveau délégataire pour le chauffage urbain. Trois candidats au départ, mais au final une seule offre, GdF-Suez-Cofély (une autre branche de GdF, GRTgaz vient d'installer un grand centre d'ingénierie dans cette même ville : hasard ou retour d'ascenseur?). Parmi tous leurs arguments pour continuer à vendre au privé ce service public, ça serait paraît-il trop compliqué aux plans technique et commercial pour être géré dans le périmètre d'une commune...

### Mobiliser la population ?

Mais pourquoi n'ont-ils pas cherché un regroupement intercommunal pour le

chauffage urbain et l'eau chaude ? Et ce qui amène un autre « étonnement » : un tel groupement existe pour l'eau. Et là, les mêmes FdG défendent le retour en régie publique face à la droite qui avance l'argument de complexité technique. Mais ils ont une drôle de façon de défendre ce retour en régie : la convention avec Suez-Lyonnaise s'achève en juin 2015, mais à Gennevilliers et à Nanterre, ils ont « oublié » d'alerter et



mobiliser la population que la réunion du syndicat des eaux décidant de la reconduction avait lieu en fait maintenant en mai 2013. Mais ils nous rassurent : en 2014, des villes vont passer à gauche et ils auront la majorité pour décider le passage en régie...

Ce que ça change d'avoir unE éluE anticapitaliste ? On peut réussir à bloquer une délégation de service public (comme à Chambéry), on a accès à plus d'infos et plus facilement, et on peut diffuser ces infos. Ce n'est pas la révolution d'amener des membres de la majorité municipale de Gennevilliers, dont ceux du PS, à ne pas voter la DSP du chauffage, mais cela ouvre des brèches dans le découragement général du « tous les mêmes, il n'y a rien à faire »...

**Isabelle Guichard**  
(conseillère municipale de Gennevilliers)

1. Il reste des secteurs qui leur échappent comme la santé et l'éducation : dormez tranquilles, les Pim Pam Pous sont là. Le partenariat public privé (vauté par Hollande) permet de faire construire écoles et hôpitaux par Bouygues and co qui les louent ensuite aux collectivités. Coûts triplés et quant à la qualité, voir l'exemple de l'hôpital d'Évry...

## Porte-paroles des mobilisations

Sous Hollande comme sous Sarkozy, les éluEs du NPA sont confrontés aux mêmes politiques d'austérité, nationales comme locales, et défendent une politique anticapitaliste, en faveur des services publics, de l'emploi et des mesures d'urgence nécessaires à la population.

Confrontés aux conséquences de l'aggravation de la crise, particulièrement dans les quartiers populaires, les élus anticapitalistes s'opposent à des budgets contraints : stagnation ou restriction des dotations de l'État mettant les collectivités locales à contribution pour 750 millions d'euros dans les 2 années à venir. Ils ont dénoncé les emprunts toxiques qui verront leurs taux d'intérêt exploser. Tous ont voté contre des budgets d'austérité pour la population et les employés communaux comme le recours massif à la précarité, aux CDD, vacations et contrats aidés. Certaines municipalités font le choix démagogique d'installer au prix fort des caméras de vidéosurveillance qui ne pourront rien contre l'aggravation de la misère et l'explosion du chômage des jeunes, à la source d'une insécurité avant tout sociale.

### Une opposition unitaire

Nos éluEs s'opposent aux délégations de service public, cadeau au privé, comme dernièrement à Pessac où la municipalité vient de donner au groupe privé Ansamble (Avenance, Quick...) la gestion des cantines. Ils défendent un retour en régie municipale ou communautaire de services fondamentaux, ce qui allégerait la facture des usagers, comme pour

l'eau, encouragés par les nombreuses remunicipalisations partout en France. Les élus NPA se font les porte-parole des luttes des salariés partout où ils sont éluEs. Ils sont partie prenante des actions des collectifs locaux (contre la dette...) ou écologiques (Notre-Dame-des-Landes). Ils rendent régulièrement compte à la population de leurs interventions et de ce qui se dit au conseil à travers des bulletins locaux. Nos éluEs défendent partout et au quotidien l'urgence sociale, en recherchant l'unité d'action avec toutes celles et ceux - partis, syndicats, collectifs, associations - qui veulent construire un rapport de forces pour imposer nos revendications. Ils/elles se battent aussi pour que les habitantEs, les salariéEs, chômeurEs, retraitéEs, jeunes, femmes, populations d'origine immigrée, s'approprient la politique, organisent leurs propres résistances, car rien ne changera sans la participation des plus exploités. Nos camarades éluEs sont un point d'appui pour construire une force politique, un parti des travailleurs et de la population qui pose la question du pouvoir, de l'instauration d'un gouvernement anti-austérité et pour l'annulation de la dette, pour le contrôle de toute l'économie par les travailleurs et la population. **La commission des éluEs du NPA**

# tauds !



## ÉluEs dans les quartiers populaires

En Gironde, 4 des 6 éluEs du NPA le sont depuis 2001 dans des communes avec d'importants quartiers populaires à Cenon, Lormont et Pessac, communes aux majorités PS-PC-EELV. Les politiques de gauche comme de droite n'ont résolu aucun des problèmes du monde du travail et de la jeunesse exploitée des quartiers.

### 36%

de la population y survit sous le seuil de pauvreté, 40% des jeunes sont au chômage, et 28% de la population est immigrée. Nous avons donc été amenés à nous battre, particulièrement, contre la dette et la précarité, pour les services publics, contre le racisme et les discriminations. Les Emplois d'avenir (EA) et Emplois d'avenir professeur (EAP) de Hollande, réservés aux jeunes de ZUS, sont un échec : en Gironde, 35 EAP seulement ont été signés, 35% de l'objectif des EA. Ils s'ajoutent à tous les contrats précaires, dont les AED (assistants d'éducation), qui viennent d'être brutalement supprimés dans toutes les écoles et certains collèges de l'académie. Nos éluEs se sont opposés aux opérations de renouvellement urbain (démolitions de HLM). À Pessac, ils étaient au côté d'habitantEs qui ont empêché par leur lutte la démolition de leur immeuble. L'intervention

de nos éluEs, avec les habitants concernés, a obligé le maire à faire pression sur le bailleur social pour apporter publiquement des garanties de logement et d'annulation des hausses de loyer. Il n'en a pas été de même à Lormont, où malgré la mobilisation d'habitantEs avec les éluEs du NPA, 1 345 logements HLM ont été détruits et remplacés par des logements plus petits et plus chers.

#### Contrôle par la population

À Lormont, l'élue du NPA a relayé l'action du Collectif 33 pour un Audit sur la dette afin de dénoncer les emprunts toxiques qui vont grever les finances de la ville ; elle a défendu l'annulation de cette dette illégitime et un service public bancaire sous le contrôle de la population. La réforme des rythmes scolaires, appliquée dès 2013 à Cenon et Lormont, et que les élues du NPA contestent au côté des enseignantEs, ne pourra se faire sans embauches de personnels d'animation, pour la plupart à temps

partiel. Comment embaucher avec des salaires décents, avec seulement une aide gouvernementale insuffisante durant 2 ans ? Les éluEs ont été aussi à l'initiative d'une motion avec le Collectif pour le droit de vote pour les étrangers dès 2014 votée dans toutes leurs communes et au-delà. Quand une jeune femme voilée a été agressée à Pessac, le NPA a été le seul parti parmi les organisateurs de la marche « contre le racisme et l'intolérance », invité naturellement par les associations et jeunes qui en avaient pris l'initiative, malgré leur méfiance vis-à-vis des « politiques ». Alors, aux prochaines municipales, les élus du NPA comptent être encore présents avec ceux qui le souhaitent, pour dire que ce n'est pas aux habitants des quartiers de payer la crise, pour imposer le contrôle de la population et des travailleurs sur l'argent public, pour imposer les droits démocratiques.

**Christine Héraud (Cenon), Isabelle Ufferte (Pessac) et Monica Casanova (Lormont)**

## De l'utilité d'une élue anticapitaliste...

En 2008 s'est constituée à Poitiers une liste citoyenne soutenue par la LCR et les Alternatifs. Cette liste a obtenu 6,24% des voix et une élue, Maryse Desbourdes (NPA), puisque le maire socialiste Alain Claeys l'avait emporté au premier tour, avec le PCF et les Verts. C'est l'unique opposition constante à la politique libérale.

Depuis 2008, Maryse Desbourdes s'est imposée comme la seule opposante au maire et à sa politique de démantèlement des services publics, d'augmentation de la précarité, d'atteintes aux libertés individuelles. Ce fut compliqué, puisque être seule contre tous, surtout lorsque l'on est une femme, n'est pas une promenade de santé. Le machisme est souvent à l'œuvre dans les conseils municipaux et la démocratie trop peu souvent respectée. Si Maryse peut prendre la parole aujourd'hui, c'est grâce au respect obtenu par une incroyable ténacité. Même si tous les éluEs de la majorité de gauche votent le budget sans problème, il est arrivé d'avoir les éluEs écologistes avec nous dans des oppositions ponctuelles. Notamment sur la question des Roms, des sans-papiers et du Théâtre que la municipalité veut liquider. En revanche, il n'a jamais été possible de travailler sur des dossiers avec les élus du PCF, et ce n'est pas faute d'avoir essayé.

#### Une tribune pour nos idées

S'il n'y avait pas d'élue anticapitaliste dans les conseils municipaux, ces derniers dureraient beaucoup moins longtemps ! Notre élue est la seule à faire de la politique, et à faire des propositions alternatives. La gratuité des transports publics n'a jamais été autant défendue à Poitiers que ces cinq dernières années. L'avantage, c'est que la presse reprend nos argumentaires, nous invite plus et couvre plus

facilement nos actions. Les comptes rendus de conseil municipal citent tous Maryse et il est facile de voir qu'elle est la seule à s'opposer. Avoir une élue permet également d'apporter des sujets nationaux sur la table, comme la question de l'austérité ou du non-cumul des mandats. Maryse aime beaucoup rappeler au maire qu'il s'opposait aux coupes budgétaires pour les collectivités locales lorsque c'était Sarkozy qui les faisait, et que maintenant il ne dit plus rien, il gère... Pareil avec la question du cumul des mandats, lui qui est député-maire, tout juste réélu député, et qui se relance dans la conquête de la mairie en 2014.

#### Le rôle de notre élue dans les luttes

Que ce soit sur la LGV Poitiers-Limoges, ou plus récemment contre la vente du théâtre, notre élue joue un vrai rôle. Déjà, elle s'oppose aux projets inutiles et/ou de casse du service public, ce qui n'est pas rien. Elle peut entraîner d'autres éluEs, comme les écologistes de temps en temps. Cela permet de mobiliser la population, en l'informant, et en propulsant la construction de collectifs citoyens (ou en y participant quand ils existent déjà). Maryse se trouve parfois être la porte-parole de ces luttes dans l'institution, notamment lorsque le maire refuse aux collectifs de s'exprimer. Voilà pourquoi il faut un maximum d'élus anticapitalistes aux prochaines municipales.

**Alexandre Raguet**

## In-Vinci-ble ? Pas si sûr...

À Chambéry comme dans la quasi-totalité des villes, la municipalité a rendu payant le stationnement en centre-ville. Loin de diminuer la place de la voiture dans la ville, cette mesure vise à maximiser les rotations de véhicules, afin de permettre au plus grand nombre possible d'automobilistes de venir faire des achats de courte durée dans les commerces du centre-ville.

Imposé aux élus par les lobbies commerciaux, le stationnement payant relève ainsi d'une politique anti-écologique et antisociale, qui contribue à réserver aux plus riches l'accès au centre-ville.

De plus, les municipalités délèguent souvent la gestion du stationnement payant à des groupes privés. À Chambéry, la municipalité PS-PCF-EELV avait ainsi concédé au groupe Vinci la gestion des parcmètres et des trois parkings souterrains du centre-ville. Lors de la campagne municipale de 2008, nous avons dénoncé cette situation, en demandant à la fois la suppression du stationnement payant et la rupture des contrats qui liaient la ville à Vinci.

#### Une campagne populaire

Après notre élection, nous avons pu avoir accès à ces contrats et à la comptabilité. Nous avons ainsi pu constater que Vinci n'avait pris aucun risque ni fait le moindre investissement, puisque la construction des parkings, les travaux de matérialisation des places sur la voirie ou encore le

paiement de la brigade de stationnement étaient entièrement à la charge de la ville. Nous avons aussi pu démontrer que Vinci empochait plus de la moitié des 2,2 millions d'euros annuels que rapportait l'exploitation des parcmètres et des parkings, alors que ses charges (les salaires de 6 employés et l'entretien des ouvrages de stationnement) ne dépassaient pas 400 000 euros par an.

Nous avons fait connaître cette situation, en utilisant les outils dont peut bénéficier un élu : tribune dans le magazine municipal, conférences de presse, etc. Nous avons aussi mené une campagne militante dans la ville, en particulier en décorant tous les horodateurs avec des autocollants qui rappelaient à la population que leurs petites pièces tombaient dans les poches des actionnaires de Vinci.

Cette campagne a eu un grand écho auprès de la population : à notre grande surprise, les profits de Vinci sont devenus un sujet courant des conversations à Chambéry. Le coup de grâce est venu de la chambre régio-

nale des comptes qui, dans un de ses rapports, a dénoncé les profits de Vinci en reprenant mot pour mot notre argumentation. À l'approche des élections, la municipalité a cédé : les parcmètres et les parkings du centre-ville sont désormais gérés par une régie municipale qui a dû reprendre les 6 salariés de Vinci. Cette victoire nous a apporté de la crédibilité et a aussi contribué à démontrer au milieu militant l'utilité de disposer à Chambéry d'une opposition de gauche à la municipalité PS-PC-EELV.

**Laurent Ripart (conseiller municipal de Chambéry)**

<http://chamberycentpourcentagauche.fr>

### Site Web

Des infos utiles aux éluEs et à touTEs ceux qui luttent dans leur ville, dans leur quartier... <http://elus-anticapitalistes.blogspot.fr/> Un blog qui accueille vos contributions et où vous trouverez sites et infos de nos éluEs.

NOTRE-DAME-  
DES-LANDESJustice  
nulle part !

Parmi bien d'autres actions, une quinzaine de militantes du Collectif Notre-Dame-des-Landes Île-de-France se sont invitées le 27 janvier dans le parc des Pinault. Ils y ont piqué, avec banderole et slogans. Arrêtés, ils ont passé 45 heures en garde-à-vue. Le 24 juin, le TGI de Versailles a rendu sa décision.

Voici ce qu'en dit le Collectif NDDL IdF : « Le tribunal, pour la plus grande joie de la procureur (Naïma Rudloff, syndiquée Force ouvrière) et de la modeste famille Pinault (actionnaire de Vinci et 3<sup>e</sup> fortune de France), nous a condamnés pour violation de domicile et menaces de mort : à 2 mois de prison avec sursis, à 1 euro d'amende au bénéfice de la partie civile, à 5 600 euros d'amende pour les refus de prélèvements ADN, auxquels s'ajoutent 1 260 euros de frais de justice. En outre, le tribunal a entériné le vol organisé de nos objets personnels (téléphones portables, ordinateurs portables, caméra, clés 3G...) en ordonnant la confiscation des scellés. De plus, il a rejeté les demandes de non-inscription au casier B2 de nos copainEs fonctionnaires (...) Le collectif condamne cette décision emblématique d'une justice de classe et appelle à la poursuite de la mobilisation contre le projet d'aéroport à l'heure où les forages reprennent sur la ZAD et que des menaces de travaux se font entendre... Pinault pollueur, voleur, expropriation ! Vinci dégage ! On laissera pas [béton] ! »

## Le combat continue

La procédure d'appel est en cours. Et le projet d'aéroport est loin d'être stoppé ! Après le 3<sup>e</sup> Forum européen contre les grands projets inutiles et imposés à Stuttgart du 25 au 29 juillet aura lieu un grand rassemblement les 3 et 4 août à Notre-Dame-des-Landes sur la ZAD.

Durant deux jours, ce rassemblement réunira des forums : grands projets inutiles imposés, terres nourricières, transition écologique et énergétique, urbanisation, aménagement du territoire, transports, eau, biodiversité... et près de 30 groupes musicaux.

CorrespondantEs Commission nationale écologie

Soutien : <http://www.nddl-idf.org>

EXCEPTION CULTURELLE **Protection et illusion**

À l'occasion de la négociation du TTIP (Transatlantic Trade and Investment Partnership) entre l'Union européenne et la France, la question de l'exception culturelle s'est invitée à nouveau au cœur des débats.

C'est ainsi que José Manuel Barroso, le président de la commission européenne, a affirmé que la décision d'exclure la culture du champ des négociations « fait partie d'un agenda antimondialisation [...] complètement réactionnaire ». Cette déclaration dit assez bien le caractère insupportable pour les néolibéraux d'un tel « dispositif » qui a connu sa première victoire en 1993 autour de la bataille contre les accords du GATT. À l'époque, la culture (le cinéma, l'audiovisuel, la musique, etc.) ne fut pas mentionnée dans le Traité de Marrakech (1994) qui allait donner naissance à l'Organisation mondiale du commerce. « La culture n'est pas une marchandise comme les autres » disait alors, entre autres, une partie des militantEs, accreditant tout de même le fait qu'elle était belle et bien une marchandise... L'exception culturelle propose ainsi d'« excepter » les activités liées à la culture du droit commercial commun. Ceci permet à la culture de bénéficier de tout un arsenal de soutiens à la production, à la distribution, à l'exploitation et à l'action culturelle (festivals, actions éducatives dans et hors du milieu scolaire) qui seraient rendus impossibles et illégaux dans le cadre des accords économiques. Ses conséquences sont d'ailleurs fortes pour la survie d'artistes et d'œuvres que la loi du marché empêcherait d'exister... Sans conteste, l'exception culturelle a ainsi joué, ces dernières années, un rôle fort de protection du monde culturel.

## Une rupture ?

Pour autant, si l'exception culturelle heurte les fanatiques du néo-libéralisme comme Barroso, elle ne saurait être assimilée à une revendication anticapitaliste ! Sa vertu est protectrice pour les productions artistiques et culturelles les plus fragiles et menacées, mais elle ne rompt pas avec la logique du profit et de l'exploitation, dont l'art et la culture ne sont en rien exemptés... Elle est un frein à la déréglementation généralisée et à l'accélération de la sauvagerie marchande, mais elle ne s'y oppose pas et lui est en grande partie compatible... Par ailleurs, si l'exception culturelle a été réaffirmée, non sans ambiguïté, à l'occasion de la récente négociation, elle avait en grande partie fonction de leurre. Le TTIP est, en effet, l'occasion d'une nouvelle offensive du Capital. Son but est de supprimer les « barrières non tarifaires » au commerce, c'est-à-dire les normes constitutionnelles, légales, réglementaires dans chaque pays, lorsqu'elles sont susceptibles d'entraver une concurrence érigée en liberté fondamentale suprême à laquelle aucune entrave ne peut être apportée. Ces normes peuvent être de toute nature : éthique, démocratique, sociale, environnementale, financière, économique... L'exception culturelle sert ainsi de paravent « offensif » à Hollande pour camoufler ses nouvelles abdications. Face à la logique de privatisation du monde qu'opère le capitalisme, il y a lieu d'imposer une autre logique : celle de sa démarchandisation et de l'extension maximale et radicale de



l'exception. Car c'est bien, en effet, l'ensemble de nos vies (santé, logement, éducation, culture, etc.) qui doit être exceptée du commerce et de la marchandise.

Olivier Neuveut

1. <http://www.politis.fr/Le-TTIP-la-pire-menace-pour-les,22649.html>

BOURSES **Flambée du trouillomètre**

La semaine dernière, les bourses du monde entier ont fait du yoyo : 3 à 5% de chute le 20 juin en quelques heures, puis rebond... en attendant une nouvelle panique. Un indice de « volatilité » des cours, le VIX a quant à lui grimpé de 50% entre fin mai et fin juin. Les traders l'ont surnommé « l'indice de la peur ».

Pour de quoi ? Cette montée du trouillomètre financier mondial a suivi l'annonce par Ben Bernanke, le président de la Federal Reserve, la banque centrale américaine, de la fin progressive de sa politique de « Quantitative Easing » (« QE »). Il s'agit d'une politique de déversement massif de monnaie centrale dans les marchés financiers. La banque centrale américaine, non seulement maintient son taux d'intérêt directeur à des niveaux très bas (proches de 0%) depuis le début de la crise en 2008, mais en plus rachète massivement des titres en tout genre, injectant ainsi

85 milliards de dollars par mois depuis un an dans le système financier. Cette surabondance de liquidités est censée permettre de redynamiser l'économie, en aidant notamment les banques à prêter aux particuliers et aux entreprises.

## Addiction financière

Mais l'échec est complet. Ces liquidités n'ont pas stimulé l'économie réelle, car ni les commandes ni le profit ne sont au rendez-vous. L'économie capitaliste reste profondément minée par ses contradictions. Du coup, cette politique monétaire « généreuse » n'a servi qu'à mainte-

nir artificiellement les cours des actions et de l'immobilier et donc à faire gonfler de nouvelles bulles financières. Voici la Fed dans l'impasse. Continuer risque d'amener à l'explosion d'une nouvelle bulle financière, comme en 2008. Arrêter risque de créer une panique financière et une récession brutale. Comment sortir de cette politique qui consiste à droguer les marchés financiers d'argent facile, en évitant à la fois l'overdose et la panique due au manque ? Cette impasse est finalement celle de l'économie capitaliste mondiale, qu'une simple politique

monétaire expansionniste est bien incapable de sortir de l'ornière. Elle a même reproduit les conditions de l'éclatement de la crise en 2008 ! L'un des administrateurs de la Fed, le président de l'antenne de Dallas Richard Fischer, voulait arrêter de donner la « cocaïne » du QE aux marchés financiers, qualifiés de « cochons sauvages ». Mais face aux réactions des dits marchés, Ben Bernanke a reculé et annoncé la poursuite de « l'arrosage ». Comme quoi les « cochons sauvages » continuent de mener le monde... vers le gouffre.

Yann Cezard

ALFORTVILLE (94)  
**Contre les politiques anti-immigrés**

Tout est à nous ! n°201 s'est fait l'écho de la rafle dont a été victime un sans-papier, alors qu'il se faisait soigner dans un dispensaire d'Alfortville (94). Depuis son incarcération, une chaîne de solidarité s'est formée localement. L'objectif est d'obtenir sa libération, la levée de l'OQTF (Obligation de quitter le territoire français) qui le frappe.

À Alfortville la semaine dernière, des organisations - la CGT, LO, la Ligue de droits de l'Homme, RESE, le PG ou le NPA - se sont rassemblées et ont publié un communiqué exigeant la libération immédiate

de la personne incarcérée. Ce texte a été largement diffusé sur la ville et une demande d'entrevue avec le maire PS (un fidèle de Valls) a été faite, sans réponse jusqu'ici. On notera que le PCF n'a pas jugé utile de se joindre à ce regroupement,

choisissant à l'inverse de mener ses propres démarches.

## Rassemblement de solidarité

Lundi 1<sup>er</sup> juillet, prévenus de la venue de M. Valls à Créteil, une soixantaine de manifestantEs (syndicalistes,

associatifs, militants de collectifs de sans-papiers, de LO, du NPA, du FdG...) se sont rassemblés à la préfecture du Val-de-Marne pour exiger la libération du sans-papiers incarcéré. Plus généralement, il s'agissait de dénoncer la politique du gouvernement en matière d'immigration, et exiger la régularisation de tous les sans-papiers. Depuis, on a appris que la personne incarcérée en centre de rétention l'avait quitté et serait désormais assignée à résidence. Visiblement, face à la solidarité qui s'exprime, le pouvoir hésite à renvoyer ce sans-papier dans son pays d'origine. Il manœuvre. Plus que jamais, la mobilisation solidaire doit donc se poursuivre !

Le NPA 94

PSYCHIATRIE DE CAEN (14)

# Victoire des personnels

En une semaine, les personnels de l'EPSM (établissement de psychiatrie publique) de Caen, ont obtenu le retrait du plan d'économie que prétendait leur imposer le directeur. Appliquant la politique gouvernementale d'austérité budgétaire, celui-ci voulait, en bon gestionnaire libéral, constituer un « bas de laine » de 7 millions d'euros d'autofinancement... sur le dos des personnels.

Faute d'un financement public suffisant, comme beaucoup d'établissements, le CHS de Caen a dû s'endetter auprès des banques pour financer des travaux de rénovation indispensables. Le directeur et l'Agence régionale de santé entendaient maintenant faire payer cette dette aux personnels et au service public ! Le 11 juin, le directeur annonçait dans la presse et par une lettre adressée à chaque membre du personnel un plan qui était une véritable déclaration de guerre. Fermeture du laboratoire et de la blanchisserie, restructuration de la cuisine, suppression de 5 jours de RTT et de la demi-heure de temps de repas sur le temps de travail, transformation de postes d'infirmiers en postes aide-soignants (déqualification), interdiction du temps partiel à 80%, y compris pour les bénéficiaires actuels, fermeture et regroupements de structures de soins extérieures à l'hôpital.

**Colère et révolte**

Le jeudi 13 juin, à l'appel des 3 organisations syndicales (CGT SUD CFDT), plus de 500 salariéEs (sur les 700 en service ce jour !) ont participé à l'assemblée générale, personnels techniques, administratifs et soignants unis. Le 14 juin, une nouvelle AG décide d'aller remettre sa lettre au directeur, au cri de « Pour

nous c'est non, le personnel ne paiera pas le déficit ! » Le lundi 17 juin, les admissions de l'hôpital sont bloquées et les accès filtrés. À la suite d'une nouvelle AG, très importante, la colère éclate et la voiture et les vitres du bureau du directeur, où celui-ci reste muré, en feront les frais, et « jaunissent » sous un tir nourri d'œufs. Les RG présents commencent à s'inquiéter et envisagent de faire appel à leurs collègues « en bleu »...

Mardi 18 juin, tandis que le blocage se poursuit, le directeur rencontre les cadres pour tenter de reprendre la situation en main. Peine perdue, l'encadrement ne le suit pas et décide même d'entrer en rébellion en ne communiquant plus le nom des grévistes au directeur. Dans la soirée, les médecins leur emboîtent le pas, la commission médicale d'établissement lâche le directeur, désapprouvant ses méthodes, demandant le retrait du plan, et faisant planer la menace d'une démission collective. Mercredi 19 au matin, totalement isolé, le directeur doit retirer son projet.

Le protocole de fin de grève prévoit le paiement intégral des jours de grève. Une AG de 400 personnes prend acte de cette victoire totale et décide de lever les blocages et la grève. Quelques jours plus tard, sur le base du rapport de forces acquis, 20 contractuels ont été « mis en stage », dans la perspective d'une titularisation.

Cette magnifique victoire des personnels de psychiatrie de Caen intervient au moment où les établissements psychiatriques subissent des plans analogues, et où les ARS et les directions tentent d'imposer exactement les mêmes mesures qu'à Caen. Elle témoigne avec d'autres mouvements en cours à Quimper, Toulouse, Saint-Maurice, Uzès... d'une volonté de ne plus subir l'austérité et le « management » d'entreprise imposés à l'hôpital. Elle montre une nouvelle radicalité chez les personnels qui ont beaucoup subi au cours des dix dernières années, et met à l'ordre du jour la perspective d'une généralisation et d'une coordination des mouvements pour en finir avec l'austérité dans la santé.

**Correspondant**



DR

MATERNITÉS

# Les Bluets et les Lilas doivent vivre

Le 19 juin, au son d'une fanfare et de tambours, le personnel des maternités des Bluets et des Lilas, et des femmes avec leurs bébés se sont retrouvés devant l'Agence régionale de santé. L'objectif : soutenir la délégation des deux maternités qui avait un rendez-vous pour discuter de leur avenir.

Réponses de l'ARS : concernant les Bluets, on continue à parler, mais la maternité des Lilas ne serait pas économiquement viable... La seule solution serait donc qu'elle intègre les locaux désaffectés de l'hôpital de Montreuil. Petit problème non pris en compte par l'ARS : comment faire rentrer les 5000 m<sup>2</sup> de bâtiments, le personnel et les activités des Lilas dans les 1000 m<sup>2</sup> offerts par l'hôpital de Montreuil ?

Dès cette annonce, le Collectif de défense des Lilas s'est réactivé, et les actions se sont multipliées. Ainsi, face au refus de Marisol Touraine, ministre, de les recevoir, un campement a été monté le lundi 24 juin 2013 devant le ministère de la Santé dans le but d'obtenir un rendez-vous. Une centaine de membres du personnel, de parents avec leurs enfants, de soutiens associatifs et politiques se sont relayés pendant trois jours et deux nuits pour camper sous les fenêtres de la ministre. Et finalement une délégation du Collectif a été reçue par le cabinet de la ministre.

**MobiliséEs en attendant la rentrée**

Après deux heures d'échange, la délégation a pu obtenir un engagement. Il y aura un moratoire de trois mois pour permettre à l'équipe médicale des Lilas d'étudier le projet alternatif présenté par le ministère. Si ce projet ne respecte pas intégralement le projet médical de la maternité des Lilas et l'ensemble du personnel, il sera définitivement abandonné pour revenir au projet initial de reconstruction de la maternité des Lilas aux Lilas.

Néanmoins, le Collectif des Lilas a fait savoir à tous ceux qui le soutiennent qu'il continuera à être vigilant et mobilisé pendant tout l'été, en se préparant pour le rendez-vous prévu avec le ministère dans la deuxième quinzaine du mois de septembre.

La maternité des Lilas vivra aux Lilas !

**Correspondante**

CONSEIL GÉNÉRAL 66

# Le PCF fait le sale boulot du PS

Le 13 juin, les chauffeurs de bus du Conseil général des Pyrénées-Orientales (CG66) se mettaient en grève pour leur salaire, la reconnaissance de leur ancienneté, leurs conditions de travail. Un ras-le-bol face au mépris et au favoritisme avec lesquels leurs employeurs – une majorité « de gauche » à participation PCF – gèrent leur personnel et mettent en œuvre l'austérité.

Un jeune chauffeur expliquait ainsi comment, après l'absorption de sa boîte par le CG66, il s'est retrouvé avec un contrat encore plus précaire – passant d'un salaire mensuel de 1200 à 475 euros pour (sur)vivre, lui et sa famille... L'austérité « de gauche » en action !

Les grévistes ont occupé les dépôts pour faire céder un CG66 dont la gestion n'a rien à envier à la droite. La présidente PS du CG, Mme Malherbe, retrouva même les accents de la patronne de choc du Medef pour déclarer la grève « irresponsable », et dénoncer la « prise en otage des usagers ».

**Les mains dans le cambouis ?**

Plus honteux encore, le soutien que Jean-Louis Alvarez, élu PCF-Front de gauche au CG66 et président de la commission transport, a apporté à... M<sup>me</sup> Malherbe contre les revendications des grévistes : « Nous

proposons une augmentation de salaire de 1,2%, eux demandent 2%. Nous ne pouvons pas faire plus, sachant que l'année dernière nous avons accordé une hausse de 2,6% (...). Les syndicats veulent que nous prenions en compte l'ancienneté au sein de la régie, nous refusons » (l'Indépendant du 14 juin). La participation à des majorités avec le PS mène inéluctablement à faire son sale boulot, à justifier et mettre en œuvre l'austérité contre les salariés. Malgré le soutien apporté par l'UD CGT à la grève, sous la pression de l'élu PCF exigeant la fin du blocage des dépôts, le responsable de la section CGT appela à suspendre la grève pour aller négocier... Résultat des négociations : un accord pour que soit nommé... un médiateur ! Un cassage de grève en bonne et due forme. Le tout sur fond de manœuvres entre PS et PCF en vue des municipales de 2014...

**Correspondant**

INSPECTION DU TRAVAIL

# Une « réforme » en coup de force

Le 27 juin, l'intersyndicale CGT-SUD-FSU-FO appelait les agents du ministère du travail à la grève, jour où Michel Sapin, ministre du Travail, annonçait les axes d'une réforme de l'inspection du travail.

C'est un vrai coup de force. Alors que depuis janvier est organisée une pseudo-concertation avec les agents du ministère, les annonces ne reprennent que les propositions élaborées en secret par l'encadrement du ministère, propositions qui n'ont jamais été discutées ! Le projet (baptisé sans rire « Pour un ministère fort ») part de l'inadaptation

de l'inspection du travail au contexte socio-économique. Mais il ne propose rien de bien concret qui accroîtrait les effectifs et les pouvoirs de contrôle des inspecteurs et des contrôleurs du travail, moyens pourtant réclamés par les agents eux-mêmes.

**Le patronat gagnant**

Au contraire, Sapin veut faire de l'inspection du travail un « facilitateur du dialogue social », alors que la loi dite « de sécurisation de l'emploi » renforce le poids de la négociation collective et des accords dérogatoires. Pour cela, il entend accentuer le « pilotage » politique et la pression hiérarchique, au détriment de l'indépendance des agents de contrôle.

L'organisation projetée, qui se veut plus souple, permettra aussi de mieux déployer les suppressions de postes de contrôleurs du travail et de secrétaires, qui sont partie intégrante de cette réforme. Les conditions de travail des agents et le contrôle des entreprises en seront fortement affectés, au grand bénéfice du patronat.

**Le comité inspection du travail / Pôle Emploi Île-de-France**



DR





## Les comités en action!

### Alençon (61) : BDS en procès

Judi 27 juin, une semaine après le procès de Perpignan, c'est à Alençon que comparaissent 7 militantEs pour avoir participé à une action BDS dans un supermarché de la ville en février 2010. La plainte avait été déposée par quatre officines sionistes.

Plus de 7 heures d'un procès qui a permis à la défense de dresser un véritable réquisitoire contre la politique israélienne. Quatre témoins sont intervenus : Alain Bosc de la Cimade, Jean-Claude Lefort de l'AFPS, Daniel Lévyne de l'UJFP et Alain Krivine. Notre camarade a rappelé que lors des dernières élections européennes de 2009, la profession de foi du NPA comportait un paragraphe de soutien à la lutte des Palestiniens et un appel au boycott et qu'elle avait été validée par la commission de contrôle des élections.

Un rassemblement unitaire de 200 personnes était organisé devant le tribunal, avec la présence nombreuse de soutiens locaux mais aussi de militantEs de la cause palestinienne venus de la région parisienne, de Cherbourg, de Caen, du Mans, ou de Perpignan.

Malgré une excellente plaidoirie de l'avocate de la défense, la procureure générale a demandé le retrait de la vidéo sur internet et 1000 euros de dommages et intérêts par personne. Une sévérité du parquet qui n'a pas empêché les 7 inculpés de redire leur volonté de continuer la lutte. Un appel a été lancé pour manifester le 19 septembre, date à laquelle le jugement sera rendu.



### Poitiers (86) :

#### solidarité avec les peuples en lutte

Mercredi 26 juin a eu lieu à Poitiers, à l'appel du NPA, rejoint par la JC et le PG, un rassemblement pour la solidarité avec les peuples en lutte. Des membres de la IV<sup>e</sup> Internationale étaient présents. Un discours a été lu en portugais relatant les faits qui secouent le Brésil en ce moment. Une autre intervention a rappelé les combats des peuples turc, syrien, grec, espagnol, portugais...

Beaucoup de jeunes issus de la communauté ibérique et latino-américaine sont venus nous rencontrer. Certains pour discuter, d'autres pour s'engager. Il y avait de nombreuses personnes sur la place, ce qui a donné un certain écho à notre action.

Les discussions se sont souvent accordées pour dire qu'il y a besoin d'un parti large et pluraliste au niveau international, qui fédère l'ensemble des courants. Nous devons penser la coordination mondiale de notre action anticapitaliste. Peut-être est-il temps de penser à la construction d'une internationale correspondant à la nouvelle période que nous vivons.



### Toulouse (31) : réunion publique sur le mouvement en Turquie

Après avoir été à l'initiative d'un rassemblement de soutien aux manifestantEs de Turquie le 7 juin dernier, le NPA31 organisait vendredi 28 juin une réunion publique.

Dans un premier temps, revenant de la place Taksim, Clémence a exposé le contexte politique et économique, puis la chronologie des événements, les forces sociales et politiques présentes et les perspectives actuelles du mouvement.

Kadir a ensuite développé plus spécifiquement sur la place des jeunes dans le mouvement,

touchés par un système éducatif de plus en plus élitiste, le chômage et la restriction de leurs libertés.

Enfin, Ahmet a développé sur la nécessité pour le régime de trouver une solution au problème kurde, alors que malgré le processus de paix engagé, l'armée turque a encore tiré sur des civils kurdes et fait deux morts le jour même. La trentaine de personnes présentes ont pu ensuite poser des questions et échanger sur la situation. Un débat à reprendre et poursuivre lors de l'université d'été...

### Paris 15<sup>e</sup> : réunion publique du NPA

Judi 27 juin, dans cette réunion est intervenu François Sabado. Son exposé a permis d'aborder le contexte général : la crise économique la plus forte depuis les années 30. Mais elle ne s'accompagne pas d'une augmentation de l'organisation des exploités tant au niveau syndical que politique. En France, la crise du système est patente mais la bourgeoisie est à l'offensive. Dans ce contexte, le rôle du NPA est double : s'investir dans les luttes sociales, être actif sur le plan politique pour construire l'opposition de gauche au gouvernement. Le Brésil et la Turquie montrent aussi la nécessité d'être disponible aux événements. La discussion a notamment porté sur la pertinence du mot d'ordre du gouvernement anti-austérité, les relations avec le Front de gauche, les raisons du décalage entre les scores d'Olivier Besancenot et Philippe Poutou, les problèmes de relève de générations dans le syndicalisme, les difficultés à coordonner les mouvements sociaux... Y ont pris la parole un camarade des JC, un autre de la GA et un camarade polonais. Le bilan est plus mitigé quand au nombre de participants même si on tient compte de l'environnement peu favorable d'un arrondissement parmi les plus conservateurs de Paris...

### Martel (Lot) : le permis de Brive refusé!

Dans une déclaration au journal de Corrèze, *la Montagne*, Delphine Batho a annoncé qu'elle allait refuser la demande d'Hexagon Gaz de chercher du gaz de houille dans notre région. Pourtant, le préfet de Dordogne, coordonnateur du projet, avait dit la semaine d'avant qu'il fallait attendre la fin du mois de juillet! En fait, si la ministre s'est dépêchée de faire connaître sa position, c'est que la mobilisation importante de la région inquiétait. Les 2500 manifestantEs à Brive, suivis des plus de 1000 à Sarlat le lendemain, ont pesé lourd dans la décision. C'est bien cette colère combative qui a motivé sa décision, même si elle précise que le permis est rejeté parce que la fracturation hydraulique est interdite en France.

La nouvelle a fait rapidement le tour de la région. La satisfaction s'exprimait partout, sur les marchés, dans la rue, etc. Mais ce sentiment d'avoir remporté une victoire s'accompagne d'une forte méfiance. Dans un premier temps, pour fêter l'annonce, une soixantaine de membres du collectif de Martel se sont réunis autour d'un apéro festif. La presse était là. Le message est clair : nous fêtons un premier résultat, mais restons vigilants jusqu'à la victoire définitive, et il aura des actions durant tout l'été. Dimanche prochain, nous inaugurons à Carréac, l'œuvre du sculpteur Gérard Collas contre le gaz de schiste.

No Gazaran, ici comme ailleurs.

### Angoulême (16) : mobilisation sur les retraites

Samedi 29 juin, la fédération de Charente du Parti Socialiste avait invité la ministre Najat Vallaud-Belkacem à un repas champêtre sur les bords de la Charente.

À l'appel du collectif «Résistance» (issu du mouvement des retraites de 2010), de Solidaires 16, du NPA, du PG, d'ATTAC et de sections syndicales CGT de plusieurs boîtes, nous avons décidé d'un rassemblement pique-nique, sur les bords de la Charente, en face de celui du PS, avec banderoles, affiches et drapeaux affirmant notre opposition totale aux mauvais coups en préparation contre nos retraites. Mais les réacs de «la Manif pour tous» ont aussi annoncé un rassemblement contre le mariage pour tous.

CALL EXPERT (30)

## Un PDG tout-puissant... et protégé

*Le Lundi 24 Juin lors d'un comité d'entreprise extraordinaire organisé à Nîmes dans les bureaux du mandataire judiciaire de Call expert (entreprise située à Saint-Christol-lès-Alès), le PDG a annoncé la mise en liquidation judiciaire de la société pour cessation de paiement. Cette annonce est en complète contradiction avec ses déclarations faites lors de la table ronde organisée quelques jours auparavant par le sous-préfet d'Alès.*

**A** lors qu'il avait annoncé qu'il s'adresserait aux salariées venues en délégation accompagner leurs représentantes, le PDG a tenté de s'enfuir par une sortie dérobée accompagné de gardes du corps et de policiers. Les salariées se sont donc massées devant la grille d'entrée du site où se trouve de nombreuses sociétés et ont bloqué la voiture du PDG pendant trois heures, exigeant qu'il leur parle et qu'il lève l'accusation de dégradation des locaux de Call expert par les salariées. Il faut rappeler que les matériels informatiques avaient été mis hors circuit le 5 juin dernier par la direction elle-même lors du lock-out qu'elle a imposé à ses salariées...

### Refuser la fatalité de la fermeture

Les forces de l'ordre, appelées en renfort, ont dispersé sans ménagement ces femmes désespérées mais très déterminées ainsi que les représentants de l'UL CGT d'Alès, de Solidaires et du NPA venus les soutenir. C'est

avec beaucoup d'amertume qu'elles ont constaté que la puissance publique n'est pas de leur côté, mais de celui des patrons qui ont toute latitude pour les exploiter sans merci. Et fort de son impunité le PDG de Call expert a porté plainte contre la déléguée CGT pour occupation des locaux et dégradation de matériels. Apparemment le fait qu'il dégrade 105 vies n'est pas un délit...

Lors de l'AG qui s'est tenue le soir même sur le site de l'entreprise, 40 salariées ont décidé de continuer à l'occuper jusqu'au 24 juillet, date à laquelle le tribunal de commerce doit se prononcer sur sa mise en liquidation judiciaire. En attendant, elles ont lancé des groupes de travail pour essayer de reprendre l'entreprise : Scop, recherche de repreneur, etc. Espérons que les pouvoirs publics mettront autant de zèle à soutenir la reprise de l'activité de Call expert par ses salariées qu'ils en ont mis pour un patron aux méthodes pour le moins douteuses.

**CorrespondantEs**

VOYAGES DOUROLANS (62)

## Halte à la répression syndicale

*Salarié de l'entreprise Voyages Dourolans (appartenant à Keolis) de Bruay-la-Buissière (62), Damien Chabé, syndiqué à la CGT et militant PCF, s'est fait licencier...*

**C**e licenciement est tombé après que Damien est monté au créneau auprès de sa direction pour dénoncer les conditions de travail, faire part de l'inquiétude croissante de ses collègues et mettre sur le tapis la question des salaires.

En effet, dans cette entreprise, les conditions de travail se dégradent, notamment leur principal outil de travail, le bus, ce qui a également des conséquences sur la sécurité des passagerEs. On constate aussi des erreurs sur les fiches de paie, sans oublier que certains contrats sont sous-traités, ce qui justifie la crainte de ces salariéEs concernant leur emploi.

### «Alarme sociale»

Un comité de soutien s'est spontanément créé regroupant une vingtaine de ses 34 collègues de travail,

rejoint par quelques élus et militantEs PCF et par le NPA. Pour le moment, ces salariéEs lui apportent leur soutien pendant leur repos mais un préavis de grève à été déposé mercredi 3 juillet suite à l'«alarme sociale» envoyée à la direction le 21 juin, un document dans lequel sont détaillées toutes leurs revendications, notamment la réintégration de Damien.

Nous dénonçons l'acharnement dont sont victimes celles et ceux qui résistent, syndiquéEs ou non, et qui se battent pour de meilleures conditions de travail, de meilleurs salaires, pour plus de justice sociale... À leurs côtés, le NPA soutient leur combat, et demande la réintégration de Damien.

Pour la défense des emplois et l'interdiction des licenciements!

**Correspondant**

## MICHELIN En colère et pas qu'un pneu!

*Ce mercredi 26 juin, place du 1<sup>er</sup> Mai à Clermont-Ferrand, à l'appel des syndicats CGT et SUD, des manifestantEs attendent. Arrivent 9 cars venus de Joué-lès-Tours. Un cortège de 1500 personnes se forme et part en direction du siège social de Michelin, pour dire «non à la fermeture de Tours!».*

**D**ans ce cortège, sont présents des délégations des différentes usines du groupe Michelin : Bourges, Troyes, Le Puy-en-Velay, Montluçon, Cholet, Montceau-les-Mines, Vannes, Roanne et bien sûr Clermont-Ferrand). Sont également présents des syndicats FO, UNSA et des cadres clermontois (CFE/CGC) venus apporter leur soutien. De nombreux manifestants arborent un tee-shirt noir frappé sur le devant de «Michelin Joué-lès-Tours, une nouvelle façon d'avancer!», et au dos le fameux Bibendum, emblème de Michelin, armé d'une faux.

### Symbole du capitalisme destructeur d'emplois

Au siège social où se tient un comité central d'entreprise, alors que les slogans contre Michelin fusaient, le rideau métallique protégeant l'entrée est arraché. Les vigiles de Michelin entrent alors en scène avec des jets de gaz lacrymogènes, blessant un manifestant. Des prises de

paroles ont lieu : des syndicats présents, et des politiques apportent leur soutien aux travailleurs en lutte. Pour le NPA, notre camarade Sandrine Clavières, conseillère municipale à Clermont-Ferrand, a apporté son soutien, mais aussi dénoncé le système capitaliste dont Michelin, membre du CAC 40, est un fleuron. Michelin qui malgré 2,4 milliards de bénéfices en 2012 veut fermer Joué-lès-Tours, et qui au niveau international, ferme une usine en Algérie (600 emplois sur le carreau) et en Colombie (460 postes). Sandrine a insisté sur la nécessité de se mobiliser tous ensemble public privé pour revendiquer l'interdiction de tous les licenciements, mais aussi pour la défense de nos retraites.

Nous ne devons compter que sur nous même. C'est bien par la convergence des luttes, dans l'unité d'action, que nous obtiendrons satisfaction.

**Comité Clermont-Ferrand**

C'en était trop pour le PS qui a pris alors la décision courageuse d'annuler son repas champêtre et de se replier sur une salle du Centre national de la bande dessinée et de l'Image. N'empêche que nous avons pu quand même interpellier

Vallaud-Belkacem à son arrivée à la gare. Et le rassemblement festif qui a suivi, a rassemblé une bonne soixantaine de personnes. Il a donné lieu à de nombreuses discussions entre nous sur la nécessaire riposte à organiser.

Un rassemblement fraternel et unitaire, même si l'absence complète du PCF a été remarquée, qui montre que des militants syndicalistes, politiques, associatifs ou non encartés sont prêts à en découdre dès la rentrée.

Feuilleton de l'été

ÉPISODE 2

Je me trouvais nez à nez avec une jeune fille brune aux cheveux coupés très court. Dans ses grands yeux noirs se lisait une certaine inquiétude qu'elle s'efforçait de dissimuler par un sourire avenant.

- C'est à quel sujet ?

- Brigade laïque. Nous procédons à des contrôles. Le central nous a signalé un élément suspect. Le décret d'application de la loi sur le respect des principes républicains nous autorise à procéder à une perquisition. Je dois vous le lire ?

- Inutile, je le connais.

Elle s'effaça pour me laisser entrer. Une femme et deux enfants étaient assis sur un grand canapé de cuir craquelé et déchiré par endroits, devant un plateau de cuivre de style oriental où étaient disposés une théière et des verres. Sur les murs couverts de papier peint défraîchi avaient été accrochés des chromos représentant des paysages urbains. Sur l'un d'eux, on apercevait le minaret d'une mosquée. Avec le plateau, cela pouvait être considéré comme des présomptions d'islamisme, bien que la loi n'interdise pas formellement de posséder de tels objets.

Je commandai aux deux autres brigadistes de rester sur le palier, à toutes fins utiles.

- Je suis désolé de vous déranger, dis-je quand ils se furent éclipsés.

- Je sais, dit la jeune fille, vous ne faites qu'observer votre règlement, comme la police.



L'autre femme et les deux enfants semblaient tétanisés. Aucune envie de tout retourner dans cet appartement ne me titillait, mais il me fallait prévoir de quelle façon rédiger mon rapport.

Je consultai à nouveau mon traceur. La source de cette alerte se trouvait bien ici.

- Puis-je voir votre carte d'identité ?

Elle plongea la main dans la poche d'une sorte de vareuse verte, peu seyante, qui lui descendait à mi-cuisses et en sortit un étui contenant le document qu'elle me tendit. Son geste, trop brusque, fit dépasser un pan de tissu noir qu'elle s'empressa de dissimuler. Nos regards se croisèrent. J'affectai de ne pas avoir vu ce qui était très probablement un foulard islamique. Après tout, elle ne le portait pas. J'introduisis sa carte d'identité à puce dans le lecteur de mon traceur et compris immédiatement pourquoi l'alerte avait été déclenchée. La carte avait été bidouillée. Et mal bidouillée. Cette fille était en fait une résidente de la Région Musulmane Autonome, que les mieux intentionnés des citoyens laïques appelaient désormais « la petite Palestine » et les plus hostiles « bougnoulard » ou « Chariaville ». Après le vote des lois laïques en 2022, les Musulmans qui refusaient de les appliquer avaient été regroupés dans cette région qui recouvre une partie de l'ancien département 93. Les formalités de circulation

s'étaient assouplies au fil du temps, notamment pour des raisons commerciales, mais il fallait toujours un visa électronique pour sortir de cette zone et y entrer. C'était probablement le dispositif de surveillance installé sur le drone qui avait détecté une anomalie. Néanmoins, ce système n'était pas assez performant pour lire à distance l'ensemble des données enregistrées dans la puce d'une carte d'identité. Pour cela il fallait utiliser le traceur dont chaque chef de brigade et son adjoint étaient dotés.

La fille attendait mon verdict, sans baisser son regard. Sa fierté m'impressionnait en même temps que sa beauté me troublait. Mon traceur s'était déconnecté du réseau pour des raisons inconnues comme cela arrivait assez souvent à l'intérieur d'un bâtiment comportant des parois de béton armé. J'étais donc pour l'instant le seul à avoir connaissance de cette infraction. Ma formation d'étudiant en informatique de troisième niveau me permettait de maîtriser ces systèmes assez simples. Mes doigts pianotèrent très vite sur le clavier de l'appareil.

- Pas de problème, mademoiselle Zabri, vous êtes en règle et je ne vois aucun signe religieux ici.

- Alors ? me demanda mon chef de brigade, quand je l'eus rejoint dans la rue.

- Fausse alerte. Le drone a encore débloqué. Les programmeurs sont vraiment nuls ■ ■ ■

Essai

ULTRAS-GAUCHES. AUTONOMES, ÉMEUTIERS ET INSURRECTIONNELS. 1968-2013.

Jacques Leclercq, éditions l'Harmattan, 2013, 29,50 euros



Ce document inédit permet de découvrir une mouvance politique atypique sur près d'un demi-siècle. Le lecteur y croquera des courants de la gauche communiste, qui élaborent maints textes théoriques, mais aussi toute une constellation de groupuscules et d'individus inorganisés, incontrôlés, spontanéistes, casseurs et provocateurs de tout acabit. Toute une frange de militants est concernée par cette étude, des extra-légaux, émeutiers insurrectionnalistes, autonomes, dont certains pratiquent et enseignent leur savoir-faire en matière de sabotage, d'autoréductions et expropriations de banques.

De nombreux extraits de textes issus des documents de l'époque permettent de cerner les pratiques et objectifs de chacun. Le tout est structuré en 8 chapitres, évoquant les mobilisations de la jeunesse, les manifestations célébrant le 1<sup>er</sup> mai, des mouvements de luttes en Espagne, Allemagne, etc. Des annexes permettent d'accéder à un précieux index des structures concernées, notamment une présentation du mouvement autonome. Elles offrent d'ailleurs des surprises, y compris pour les connaisseurs. En outre, une présentation des services d'ordre des organisations d'extrême gauche permet de savoir qui a été le plus concerné dans le cadre de

confrontations physiques avec les autonomes et autres, qui combattent toujours « l'extrême gauche du capital ». Le texte est agrémenté par une trentaine d'illustrations, dont la couverture, certes accrocheuse, mais qui n'est pas représentative de l'ensemble de ces courants qui se sont trompés à 99%, mais il n'en demeure pas moins qu'ils ont bien existé, en marge des partis réformistes et de l'extrême gauche à une certaine époque. Bref, un gros travail de recherches effectué par un auteur que l'on connaissait plutôt pour ses trois dictionnaires consacrés aux extrêmes droites et à leurs passerelles.

librairie  
la-breche.com

★

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE

27 rue Taine 75012 Paris  
Tél. : 01 49 28 52 44  
Fax : 01 49 28 52 43

www.la-breche.com  
contact@la-breche.com

Horaires d'ouverture :  
Lundi : 14 h - 20 h,  
mardi au samedi :  
12 h - 20 h

POLICIER  
L'INDIEN BLANC

Craig Johnson, traduit de l'américain par Sophie Aslanides, coll. Totem, Gallmeister, 2013, 10 euros

Alors que son ami Henry Standing Bear doit partir à Philadelphie pour une exposition photographique, le shérif Walt Longmire se décide à l'accompagner. C'est l'occasion pour lui de rendre visite à sa fille Cady et de remplir ses obligations paternelles, en particulier rencontrer son éventuel futur gendre, ce qui ne le réjouit pas particulièrement. Pourtant, cette petite escapade hors des frontières du Wyoming va se transformer en nouvelle traque criminelle, et aussi en un bouleversement sentimental. Dans la jungle urbaine, le shérif et son ami cheyenne pourront compter sur l'aide d'un mystérieux indien blanc. Il y a dans l'écriture de Johnson quelque chose d'indefinissable, un charme subtil. Ses romans s'attachent de façon très fine aux défis que doit affronter la société étatsunienne, notamment l'héritage trop souvent nié des populations indiennes. Devoir de mémoire et enjeux sociaux s'entremêlent dans un récit maîtrisé et passionnant.

Henri Clément

Essai

PHARMACOLOGIE DU FRONT NATIONAL

Bernard Stiegler, Flammarion, « Bibliothèque des savoirs », 2013, 23 euros



Dans la lutte contre l'extrême droite dont l'actualité ne cesse de rappeler la menace, tous les outils sont à considérer sinon à mettre en œuvre indistinctement, et ce livre se définit précisément comme « un instrument ». Dans *De la misère symbolique* (2004, réédité en « Champs Flammarion » à l'occasion de la parution du présent volume), B. Stiegler, directeur de l'Institut de recherche et d'innovation du centre Pompidou (avec le soutien d'universités étrangères mais aussi d'Alcatel et de Microsoft) et membre du Conseil national du numérique, faisait part de sa révélation au lendemain du 21 avril 2002 : les électeurs du FN « ne se sentent plus appartenir à la société », tout se passant

« comme si nous ne partagions aucune expérience esthétique commune ». En 2013, l'auteur estime qu'à côté de ce qu'il nomme la « désymbolisation », c'est « le sentiment d'impuissance et d'incapacité à faire » qui « est la cause première du fait que 37% des Français partageaient les idées du Front national au mois de mai 2012 ». Proportion qui ne peut que s'accroître s'il n'est pas mis fin à l'« immense processus d'incapacitation lui-même fondé par une série de désapprentissage » ayant marqué le dernier siècle, et dont les objets techniques doués de « mémoire », l'industrie numérique et le neuromarketing auront été parmi les vecteurs les plus évidents, mettant à mal les capacités d'expression et d'attention indispensables à l'accomplissement individuel et social. Laissant à d'autres les terrains sociaux, politiques, culturels où se joue aussi la progression ou l'endiguement de l'extrême droite, B. Stiegler propose un programme de « recapitation » et de « rééducation nationale » supposant des gouvernants décidés à le mettre en œuvre, et non ralliés à un néolibéra-

lisme dont B. Stiegler décrit lui-même la responsabilité dans la progression de l'extrême droite.

Gilles Bounoure

S'abonner à Tout est à nous !

Par prélèvement automatique, Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Hebdo	14 € par trimestre	Hebdo + Mensuel	25 € par trimestre
Jeunes/chômeurs/précaires	10 € par trimestre		19 € par trimestre

Désignation du compte à débiter

CODE ÉTABLISSEMENT : \_\_\_\_\_ CODE GUICHET : \_\_\_\_\_

NO DE COMPTE : \_\_\_\_\_

CLÉ RIB : \_\_\_\_\_

ORGANISME CRÉANCIER : Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC) - 2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Numéro spécial d'émetteur : 554755

Date : \_\_\_\_\_

Signature : \_\_\_\_\_

Titulaire du compte

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_ Adresse : \_\_\_\_\_

Établissement teneur du compte

Banque : \_\_\_\_\_ Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

Par chèque, à l'ordre de : NSPAC, 2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM

Tarif standard

Hebdo	6 mois 28 €	1 an 56 €
Mensuel	6 mois 22 €	1 an 44 €
Hebdo + Mensuel	6 mois 50 €	1 an 100 €

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

Hebdo	6 mois 20 €	1 an 40 €
Hebdo + Mensuel	6 mois 38 €	1 an 76 €

ÉTRANGER

Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org



**Le chiffre**

# 77%

*C'est, d'après l'association Attac Autriche, le pourcentage des prétendus "plans de sauvetage de la Grèce" qui est allé – directement ou indirectement – au secteur financier. Depuis mars 2010, l'Union européenne et le Fonds monétaire international ont versé 206,9 milliards... qui ont en fait servi au paiement des créanciers ou à la recapitalisation des banques. C'est qui les "parasites" ?*

## DOPAGE

# Tous coupables, sauf les innocents...

On aurait presque envie de le consoler, Bernard Hinault. Cette vieille gloire nationale du vélo n'a pas supporté que l'on vienne encore égratigner la légende de la Grande Boucle. « On veut tuer le Tour » a-t-il crié. Même pas un démenti, juste un ras-le-bol de toujours servir de cible.

**D**e toute manière, plus personne ne nie la réalité. Y compris Gérard Holtz, qui après des années de déni, a fini par lâcher en guise de confession intime « À un concert des Stones, moi je danse, même si je sais qu'ils ont pris de l'héroïne ». Le dopage n'aura donc pas épargné ce centième Tour de France... avant même le premier coup de pédale. Il devait pourtant apporter la rédemption d'une épreuve mythique enfin « propre ». Seulement c'est juste impossible. Même des années plus tard, la vérité se fraie un chemin dans les colonnes de l'Équipe qui nous apprend brutalement que Jalabert se serait biberonné à l'EPO en 1998. Pour connaître les produits en vogue cette année 2013, il faudra donc rester abonné à l'Équipe jusqu'en 2028...

### Se doper, gagner...

Avant ça, Jan Ullrich avait fini à son tour par cracher le morceau, sans oublier cette

commission du Sénat qui avait auditionné à peu près tout le monde, pour nous servir son petit couplet répressif, laissant même entendre qu'il fallait autoriser les contrôles de nuit. Amputer les droits élémentaires du citoyen juste pour garantir aux sponsors qu'ils pourront vendre un spectacle certifié « sain », certains peuvent y voir la défense de l'esprit coubertinien... Le pire est peut-être la façon dont les coureurs se défendent. Au lieu de mettre en accusation un système qui nécessite le dopage, ils continuent de jouer les victimes involontaires à coup de « Je ne peux pas dire que ce soit faux, je ne peux pas dire que ce soit vrai » (Jalabert). Pourtant, tous ont finalement vendu la mèche : pas de cyclisme, du moins comme nous le connaissons, sans « se charger », que ce soit pour gagner (les déclarations d'Armstrong), ou rétablir « l'égalité des chances » (la version d'Ullrich). Les plus belles échappées commencent toujours à la pharmacie.

**King Martov**

## ÉCOLOGIE

# Il y a du gaz dans l'eau !

Une étude de chercheurs de Duke University, USA montre qu'en Pennsylvanie les nappes phréatiques proches des puits de forage de gaz de schiste sont polluées par du méthane issu des roches profondes.

**L**es conséquences sont doubles. Des nappes phréatiques polluées (l'eau du robinet qui prend feu, ce n'était donc pas du pipeau !), et une émission de méthane incontrôlée. Ce gaz a un potentiel de réchauffement de l'atmosphère 23 fois plus élevé que le CO<sub>2</sub> : en relâcher est criminel. On ne va pas prétendre être surpris. Dick Cheney avait beau avoir exclu l'industrie pétrolière des législations de protection de l'air et de l'eau, les évidences de pollutions dues à l'exploitation des eaux et huiles de schiste étaient connues, d'autant que la même équipe de chercheurs avait déjà publié une étude à l'automne 2011 sur ce sujet...

### Industriels à la manœuvre

Pourtant, en France, l'industrie pétrolière poursuit son offensive tous azimuts : - Question prioritaire de constitutionnalité par la société Schuepbach bientôt transmise par le Conseil d'État au Conseil constitutionnel, qui pourrait remettre en cause l'interdiction de la fracturation hydraulique.

- Rapport effarant de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et techniques qui reprend tous les poncifs de l'industrie pétrolière et du Medef.

- Place écrasante donnée aux industriels lors des débats sur le nouveau Code minier, où certains n'ont pas hésité à plaider pour la légalisation de la corruption des élus locaux et des propriétaires. Comment croire les déclarations de Delphine Batho ? « La position du gouvernement ne changera pas » ? Et quid de son remplaçant dans le gouvernement d'Arnaud Montebourg, qui plaide pour le gaz de houille made in France, ou de François Hollande qui promet lui les gaz de schiste en Pologne ou en Algérie...

Les collectifs contre le gaz de schiste ont fait un travail technique et juridique formidable, mais la seule pression vraiment efficace, c'est de redescendre dans la rue, comme en 2011. Nous ne laisserons pas bousiller notre environnement pour faire redémarrer la machine capitaliste !

**CorrespondantEs commission nationale écologie**

## ÉGALITÉ DES DROITS

# La mobilisation continue

PHOTO THÉO ROUGE / M10

Dimanche 30 juin, au lendemain de la Marche des Fiertés, à l'appel du collectif OuiOuiOui, une réunion lançait un nouveau réseau LGBTI combatif pour poursuivre les mobilisations jusqu'au bout. En effet, telle qu'elle a été votée, la loi laisse de côté de très nombreuses revendications.

**C**ertains couples homosexuels se voient privés de mariage, selon une circulaire signée par Christiane Taubira. Les ressortissants de 11 pays (dont l'Algérie, le Maroc, la Pologne, la Serbie, et la Tunisie) ne peuvent profiter de la nouvelle loi, au prétexte d'accords signés par la France. Les conditions du mariage sont soumises à la loi de leur pays respectif, dont des lois religieuses ! Il s'agit d'une loi d'exception que le gouvernement et ses soutiens se sont bien gardés de divulguer lors de l'annonce du passage du mal nommé « mariage pour tous » ! Taubira suit donc la politique de son collègue Valls. Des associations de défense des étrangers LGBTI et de juristes commencent à s'organiser pour exiger l'égalité complète, sans discrimination de nationalité. La « présomption de parenté », permettant au conjoint du parent biologique d'être considéré comme parent légal, a été refusée par le Parlement. Les couples homos devront passer par une procédure d'adoption pour leurs propres enfants. La PMA, ouverte aux couples hétérosexuels stériles, ne l'est pas pour les couples lesbiens, ni pour les couples incluant une ou deux personnes trans. Les trans devront toujours suivre des procédures judiciaires lourdes, humiliantes et onéreuses, pour leur changement d'état civil. Par ailleurs, la transition est difficile et très

mal remboursée, à moins de suivre un protocole arriéré et contraignant sous l'autorité d'une équipe médicale souvent transphobe.

### Pour l'égalité réelle

Les moyens pour la lutte contre l'homophobie et la transphobie, sont toujours insuffisants alors que les agressions contre les lesbiennes, gays, bis et trans se sont multipliées ces derniers mois. Le matin même de la Marche des fiertés parisienne, une camarade lesbienne du NPA a été agressée à la gare Saint-Lazare. Les mobilisations autour de l'enseignement de la notion de genre dans l'Éducation nationale seront nos prochains rendez-vous. Incluant la question de la PMA, elles sont nécessaires pour déconstruire l'idéologie sexiste et homophobe. Mais il importe aussi de créer nos propres échéances afin de ne pas suivre simplement le calendrier du gouvernement. Devant les reculs du gouvernement et la montée de l'extrême droite, nous ne devons pas renoncer. Face aux violences, reconstruire un mouvement LGBTI auto-organisé est une étape incontournable pour redonner confiance. La solidarité active de touTEs celles et ceux qui croient à l'égalité réelle et qui veulent lutter contre le patriarcat et le capitalisme est nécessaire.

**CorrespondantEs de la commission LGBTI**

**LE N°45 DE  
TOUT EST À NOUS ! LA REVUE  
EST DISPONIBLE**

**TOUT!** hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste

**Rédaction :** 01 48 70 42 27  
redaction@npa2009.org  
**Diffusion :** 01 48 70 42 31  
diffusion.presse@npa2009.org  
**Administration :** 01 48 70 42 28  
2, rue Richard-Lenoir, 93108  
Montreuil Cedex  
**Numéro ISSN :** 1969-8178  
**Commission paritaire :**  
0414 P 11508  
**Tirage :** 6500 exemplaires  
**Société éditrice :** Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC)  
SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)

**Gérant et directeur de publication :** Ross Harrold  
**Secrétaire de rédaction :** Manu Bichindaritz  
**Maquette :** Ambre Bragard, Goulven Schaal  
**Impression :** Rotographie, Montreuil-sous-Bois  
Tél. : 01 48 70 42 22  
Fax : 01 48 59 23 28 mail :  
rotoimp@wanadoo.fr

**IMPRIM'VERT®**